

# ASSEMBLÉE NATIONALE

**JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**XVII<sup>e</sup> Législature**

**SESSION ORDINAIRE DE 2025-2026**

Séance(s) du lundi 8 décembre 2025

**Articles, amendements et annexes**



# 85<sup>e</sup> séance

## STATUT DE L'ÉLU LOCAL

Proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local

*Texte adopté par la commission – n° 2071*

### TITRE I<sup>ER</sup>

## AMÉLIORER LE RÉGIME INDEMNITAIRE DES ÉLUS POUR RECONNAÎTRE LEUR ENGAGEMENT À SA JUSTE VALEUR

### Articles 1<sup>er</sup> bis et 1<sup>er</sup> ter (Suppression maintenue)

#### Article 2 (Non modifié)

- ① I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ② 1° A (Supprimé)
- ③ 1° L'article L. 2123–24 est ainsi modifié :
- ④ a) Le tableau du second alinéa du I est ainsi rédigé :
- ⑤ «

Population (en habitants)	Taux (en % de l'indice)
Moins de 500	10,89
De 500 à 999	11,77
De 1 000 à 3 499	21,38
De 3 500 à 9 999	23,32
De 10 000 à 19 999	28,6
De 20 000 à 49 999	33
De 50 000 à 99 999	44
De 100 000 à 200 000	66

Plus de 200 000	72,5
-----------------	------

» ;

- ⑥ b) Le II est complété par une phrase ainsi rédigée : « Ce montant total est calculé sur la base du nombre maximal théorique d'adjoints que le conseil municipal peut désigner sur le fondement de l'article L. 2122–2 et, s'il en est fait application dans la commune, de l'article L. 2122–2–1. » ;
- ⑦ 1° bis (Supprimé)
- ⑧ 1° ter L'article L. 2511–34–1 est ainsi modifié :
- ⑨ a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- ⑩ – le début est ainsi rédigé : « Le maire de Paris ou le président de la délégation spéciale perçoit une indemnité de fonction égale à 192,5 %... (le reste sans changement). » ;
- ⑪ – est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Le conseil de Paris peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure à ce montant, à la demande du maire. » ;
- ⑫ b) (Supprimé)
- ⑬ 1° quater Au premier alinéa de l'article L. 3123–15–1, après le mot : « section », sont insérés les mots : « , à l'exception des indemnités du président, » ;
- ⑭ 2° L'article L. 3123–17 est ainsi modifié :
- ⑮ a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- ⑯ – le début de la première phrase est ainsi rédigé : « Le président du conseil départemental perçoit une indemnité de fonction égale... (le reste sans changement). » ;
- ⑰ – après la même première phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Le conseil départemental peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure à ce montant, à la demande du président du conseil départemental. » ;
- ⑱ – au début de la seconde phrase, le mot : « Elle » est remplacé par les mots : « Cette indemnité » ;
- ⑲ b) (Supprimé)

- 20 2° *bis* A L'article L. 3632–2 est ainsi modifié :
- 21 a) Le premier alinéa est complété par les mots : « , à l'exception des indemnités du président du conseil de la métropole » ;
- 22 b) Au deuxième alinéa, après le mot : « membres », sont insérés les mots : « , à l'exception des indemnités du président du conseil de la métropole, » ;
- 23 2° *bis* L'article L. 3632–4 est ainsi modifié :
- 24 a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- 25 – le début de la première phrase est ainsi rédigé : « Le président du conseil de la métropole perçoit une indemnité de fonction égale... (*le reste sans changement*). » ;
- 26 – après la même première phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Le conseil de la métropole peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure à ce montant, à la demande du président du conseil de la métropole. » ;
- 27 – au début de la seconde phrase, le mot : « Elle » est remplacé par les mots : « Cette indemnité » ;
- 28 b) (*Supprimé*)
- 29 2° *ter* Au premier alinéa de l'article L. 4135–15–1, après le mot : « section », sont insérés les mots : « , à l'exception des indemnités du président, » ;
- 30 3° L'article L. 4135–17 est ainsi modifié :
- 31 a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- 32 – le début de la première phrase est ainsi rédigé : « Le président du conseil régional perçoit une indemnité de fonction égale... (*le reste sans changement*). » ;
- 33 – après la même première phrase, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Le conseil régional peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure à ce montant, à la demande du président du conseil régional. » ;
- 34 – au début de la seconde phrase, le mot : « Elle » est remplacé par les mots : « Cette indemnité » ;
- 35 b) (*Supprimé*)
- 36 3° *bis* À la seconde phrase du quatrième alinéa de l'article L. 5211–10, les mots : « deuxième et troisième » sont remplacés par les mots : « quatrième et cinquième » ;
- 37 4° L'article L. 5211–12 est ainsi modifié :
- 38 a) Le premier alinéa est remplacé par trois alinéas ainsi rédigés :
- 39 « Les présidents des communautés de communes, des communautés urbaines, des communautés d'agglomération et des métropoles perçoivent une indemnité de fonction dont le montant est déterminé par décret en Conseil d'État par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique. L'organe délibérant peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure au montant prévu par ce décret en Conseil d'État, à la demande du président.
- 40 « L'indemnité versée au président du conseil d'une métropole, d'une communauté urbaine de 100 000 habitants et plus, d'une communauté d'agglomération de 100 000 habitants et plus ou d'une communauté de communes de 100 000 habitants et plus peut être majorée de 40 % par rapport au montant fixé en application de la première phrase du premier alinéa, à la condition que ne soit pas dépassé le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux membres de l'organe délibérant hors prise en compte de ladite majoration.
- 41 « Les indemnités maximales votées par le conseil ou le comité d'un syndicat de communes pour l'exercice effectif des fonctions de président et de vice-président et les indemnités maximales votées par le conseil ou le comité d'une communauté de communes, d'une communauté urbaine, d'une communauté d'agglomération et d'une métropole pour l'exercice effectif des fonctions de vice-président sont déterminées par décret en Conseil d'État par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique. » ;
- 42 b) Au troisième alinéa, la première occurrence du mot : « au » est remplacée par les mots : « à la première phrase du » et le mot : « deuxième » est remplacé par le mot : « quatrième » ;
- 43 c) Au quatrième alinéa, après le mot : « membres », sont insérés les mots : « , à l'exception des indemnités des présidents des communautés de communes, des communautés urbaines, des communautés d'agglomération et des métropoles, » ;
- 44 4° *bis* A Au dernier alinéa des articles L. 5215–16 et L. 5216–4, le mot : « deuxième » est remplacé par le mot : « quatrième » ;
- 45 4° *bis* B À l'avant-dernier alinéa de l'article L. 5219–2–1, les mots : « son premier alinéa » sont remplacés par les mots : « ses trois premiers alinéas » ;
- 46 4° *bis* Au premier alinéa de l'article L. 7125–18, après le mot : « section », sont insérés les mots : « , à l'exception des indemnités du président, » ;
- 47 5° L'article L. 7125–20 est ainsi modifié :
- 48 a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- 49 – la première phrase est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Le président de l'assemblée de Guyane perçoit une indemnité de fonction égale à 145 % du terme de référence mentionné à l'article L. 7125–17. L'assemblée de Guyane peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure à ce montant, à la demande de son président. » ;
- 50 – au début de la seconde phrase, le mot : « Elle » est remplacé par les mots : « Cette indemnité » ;
- 51 b) (*Supprimé*)

- 52 5° *bis* Au premier alinéa de l'article L. 7227-18, après le mot : « section », sont insérés les mots : « , à l'exception des indemnités du président, » ;
- 53 6° L'article L. 7227-20 est ainsi modifié :
- 54 a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- 55 – la première phrase est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Le président de l'assemblée de Martinique perçoit une indemnité de fonction égale à 145 % du terme de référence mentionné à l'article L. 7227-17. L'assemblée de Martinique peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure à ce montant, à la demande de son président. » ;
- 56 – au début de la seconde phrase, le mot : « Elle » est remplacé par les mots : « Cette indemnité » ;
- 57 b) (*Supprimé*)
- 58 7° L'article L. 7227-21 est ainsi modifié :
- 59 a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- 60 – la première phrase est remplacée par deux phrases ainsi rédigées : « Le président du conseil exécutif de Martinique perçoit une indemnité de fonction égale à 145 % du terme de référence mentionné à l'article L. 7227-17. L'assemblée de Martinique peut, par délibération, fixer une indemnité de fonction inférieure à ce montant, à la demande du président du conseil exécutif. » ;
- 61 – au début de la seconde phrase, le mot : « Elle » est remplacé par les mots : « Cette indemnité » ;
- 62 b) (*Supprimé*)
- 63 II. – (*Non modifié*)
- .....

### Article 3 (*Non modifié*)

- 1 I. – Le paragraphe 2 de la sous-section 4 de la section 1 du chapitre I<sup>er</sup> du titre VI du livre I<sup>er</sup> du code de la sécurité sociale est complété par un article L. 161-21-2 ainsi rédigé :
- 2 « Art. L. 161-21-2. – Une majoration de durée d'assurance d'un trimestre est attribuée pour l'exercice, pendant un mandat complet, des fonctions suivantes :
- 3 « 1° Maire, président de délégation spéciale, adjoint au maire ou membre de délégation spéciale faisant fonction d'adjoint au maire ;
- 4 « 2° Président ou vice-président de conseil départemental ou de conseil régional ;
- 5 « 3° Président ou vice-président d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ;
- 6 « 4° Président ou vice-président de la métropole de Lyon ;

- 7 « 5° Président ou vice-président de l'assemblée de Corse ;
- 8 « 6° Président ou membre du conseil exécutif de Corse ;
- 9 « 7° Président ou vice-président de l'assemblée de Guyane ;
- 10 « 8° Président ou vice-président de l'assemblée de Martinique ;
- 11 « 9° Président ou membre du conseil exécutif de Martinique ;
- 12 « 9° *bis* Président ou vice-président de l'assemblée de Mayotte ;
- 13 « 10° Conseiller des collectivités territoriales mentionnées aux 1° à 9° *bis* qui bénéficie d'une délégation de fonction.
- 14 « Nul ne peut bénéficier, au titre du présent article, de plus de trois trimestres de majoration.
- 15 « Les fonctions mentionnées au 10° n'ouvrent pas droit à la majoration de durée d'assurance lorsque l'élu est par ailleurs titulaire d'un mandat parlementaire.
- 16 « Lorsque l'assuré a relevé successivement, alternativement ou simultanément de plusieurs régimes d'assurance vieillesse de base, le régime auquel incombe la charge de valider la majoration est déterminé par décret en Conseil d'État. »
- 17 II. – (*Non modifié*)
- 18 III. – Le I de l'article 11 de la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat est ainsi modifié :
- 19 1° À la fin, le signe : « . » est remplacé par le signe : « : » ;
- 20 2° Sont ajoutés cinq alinéas ainsi rédigés :
- 21 « 1° À partir de l'âge prévu au 1° de l'article L. 351-8 dudit code ;
- 22 « 2° À partir de l'âge prévu au premier alinéa de l'article L. 351-1 du même code, lorsque l'assuré justifie d'une durée d'assurance et de périodes reconnues équivalentes mentionnée au deuxième alinéa du même article L. 351-1 au moins égale à la limite mentionnée au même deuxième alinéa.
- 23 « Aucun droit ne peut être acquis dans le régime mentionné au premier alinéa du présent I après la liquidation d'une seconde pension de vieillesse.
- 24 « Aucune majoration, aucun supplément ni aucun accessoire ne peut être octroyé au titre de cette nouvelle pension et de la pension de droit dérivé qui en est issue.
- 25 « Le délai et le plafond mentionnés respectivement au 2° de l'article L. 161-22-1 et au dernier alinéa de l'article L. 161-22-1-1 du code de la sécurité sociale ne s'appliquent pas à cette nouvelle pension. »

- ②⑥ IV. – Le III entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2026.

**Article 3 bis**  
(Non modifié)

- ① Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ② 1° Après le premier alinéa des articles L. 2123–30, L. 3123–25, L. 4135–25, L. 7125–32 et L. 7227–33, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « La Caisse des dépôts et consignations est autorisée à assurer la gestion des régimes concernés, à recevoir les fonds y afférents et à verser les pensions de retraite, dans les conditions prévues par une convention prise en application de l'article L. 518–24–1 du code monétaire et financier ainsi que par une convention tripartite avec l'organisme auprès duquel les droits ont été constitués et les collectivités concernées. Elle veille à minimiser les frais de gestion de ces régimes. » ;
- ④ 2° Au deuxième alinéa des articles L. 2123–30, L. 3123–25 et L. 4135–25, les mots : « à l'alinéa précédent » sont remplacés par les mots : « au premier alinéa du présent article » ;
- ⑤ 3° Au deuxième alinéa des articles L. 7125–32 et L. 7227–33, après le mot : « alinéa », sont insérés les mots : « du présent article ».

**Article 4**  
(Non modifié)

- ① I et II. – (Non modifiés)
- ② III. – Le gouvernement remet au Parlement, avant le 30 juin 2026, un rapport relatif aux coûts liés aux attributions exercées par les maires au nom de l'État pesant sur les communes.

**Amendement n° 1** présenté par M. Sitzenstuhl.  
Supprimer cet article.

TITRE II

**FACILITER L'ENGAGEMENT DES ÉLUS LOCAUX ET  
AMÉLIORER LES CONDITIONS D'EXERCICE DU  
MANDAT**

CHAPITRE I<sup>ER</sup>

**AMÉLIORER LES CONDITIONS MATÉRIELLES  
D'EXERCICE DU MANDAT AU QUOTIDIEN**

**Article 5**  
(Non modifié)

- ① Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 2123–18–1 est ainsi modifié :
- ③ a) Au premier alinéa, les mots : « peuvent bénéficier » sont remplacés par le mot : « bénéficient » ;

- ④ a bis, b et c) (Supprimés)

- ⑤ 2° L'article L. 3123–19 est ainsi modifié :

- ⑥ a) Au premier alinéa, les mots : « peuvent recevoir » sont remplacés par le mot : « reçoivent » ;

- ⑦ b) Au deuxième alinéa, les mots : « peuvent également bénéficier » sont remplacés par les mots : « bénéficient également » ;

- ⑧ 3° L'article L. 4135–19 est ainsi modifié :

- ⑨ a) Au premier alinéa, les mots : « peuvent recevoir » sont remplacés par le mot : « reçoivent » ;

- ⑩ a bis) (Supprimé)

- ⑪ b) Au deuxième alinéa, les mots : « peuvent également bénéficier » sont remplacés par les mots : « bénéficient également » ;

- ⑫ 4° L'article L. 5211–13 est ainsi modifié :

- ⑬ a) Au premier alinéa, les mots : « peuvent être » sont remplacés par le mot : « sont » ;

- ⑭ a bis et b) (Supprimés)

- ⑮ 5° (Supprimé)

- ⑯ 5° bis L'article L. 7125–22 est ainsi modifié :

- ⑰ a) Au premier alinéa, les mots : « peuvent recevoir » sont remplacés par le mot : « reçoivent » ;

- ⑱ b) Au deuxième alinéa, les mots : « peuvent également bénéficier » sont remplacés par les mots : « bénéficient également » ;

- ⑲ 6° L'article L. 7227–23 est ainsi modifié :

- ⑳ a) Au premier alinéa, les mots : « peuvent recevoir » sont remplacés par le mot : « reçoivent » ;

- ㉑ a bis) (Supprimé)

- ㉒ b) Au deuxième alinéa, les mots : « peuvent également bénéficier » sont remplacés par les mots : « bénéficient également ».

**Article 5 bis**  
(Non modifié)

- ① I. – (Supprimé)

- ② II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

- ③ 1° L'article L. 1111–1–1 est abrogé ;

- ④ 2° Le chapitre I<sup>er</sup> du titre unique du livre I<sup>er</sup> de la première partie est complété par une section 4 ainsi rédigée :

⑤ « Section 4

- ⑥ « Dispositions relatives au statut de l'élu local
- ⑦ « Art. L. 1111-12. – Les élus locaux sont les membres des conseils élus au suffrage universel pour administrer librement les collectivités territoriales, dans les conditions prévues par la loi, ainsi que les élus des arrondissements de la Ville de Paris et des communes de Lyon et Marseille.
- ⑧ « Tout mandat local se distingue d'une activité professionnelle et s'exerce dans des conditions qui lui sont propres.
- ⑨ « Il se traduit par des droits et des devoirs prévus aux articles L. 1111-13 et L. 1111-14. Ces dispositions constituent la charte de l'élu local.
- ⑩ « Art. L. 1111-13. – Dans l'exercice de son mandat, l'élu local s'engage à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité ainsi que les lois et les symboles de la République.
- ⑪ « L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité. Dans ce cadre, il poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
- ⑫ « L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts réprimé par la loi. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
- ⑬ « L'élu local s'engage à ne pas utiliser à d'autres fins les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions.
- ⑭ « Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel.
- ⑮ « L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances dans lesquelles il a été désigné.
- ⑯ « Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et des décisions pris dans le cadre de ses fonctions.
- ⑰ « L'élu local déclare, dans un registre tenu par la collectivité territoriale, les dons, avantages et invitations d'une valeur qu'il estime supérieure à 150 euros dont il a bénéficié en raison de son mandat.
- ⑱ « Ne sont pas soumis à cette obligation déclarative les cadeaux d'usage et les déplacements effectués à l'invitation des autorités publiques françaises ou dans le cadre d'un autre mandat électif.

- ⑲ « Art. L. 1111-14. – Les élus locaux peuvent bénéficier du versement d'une indemnité pour l'exercice effectif de leurs fonctions électives et de la prise en charge des frais exposés dans ce cadre, dans les conditions prévues par la loi.
- ⑳ « Les élus locaux sont affiliés, pour l'exercice de leur mandat, au régime général de la sécurité sociale dans les conditions définies à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale et à des régimes spéciaux définis par le présent code.
- ㉑ « Les élus locaux bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale, conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.
- ㉒ « Le droit à la formation est reconnu aux élus locaux. Il s'exerce dans les conditions fixées par le présent code.
- ㉓ « Toute personne titulaire d'un mandat local bénéficie, dans des conditions prévues par la loi, de garanties accordées dans l'exercice du mandat et à son issue permettant notamment de concilier celui-ci avec une activité professionnelle ou la poursuite d'études supérieures.
- ㉔ « Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes mentionnés à l'article L. 1111-13.
- ㉕ « Un décret en Conseil d'État détermine les modalités et les critères de désignation des référents déontologues. » ;
- ㉖ 3° À la fin de la troisième phrase du premier alinéa de l'article L. 1221-1, la référence : « L. 1111-1-1 » est remplacée par la référence : « L. 1111-13 » ;
- ㉗ 4° Après le mot : « local », la fin de la première phrase du troisième alinéa des articles L. 2121-7 et L. 5211-6, du dernier alinéa de l'article L. 3121-9 et du second alinéa des articles L. 4132-7, L. 7122-8 et L. 7222-8 est ainsi rédigée : « mentionnée à l'article L. 1111-12. »

.....

**Amendement n° 16** présenté par Mme Faucillon, Mme Bourouaha, M. Brugerolles, M. Bénard, M. Castor, Mme Lebon, M. Lecoq, M. Maillot, M. Maurel, M. Monnet, M. Nadeau, M. Peu, Mme Reid Arbelot, M. Rimane, M. Sansu et M. Tjibaou.

Supprimer l'alinéa 10.

**Article 6 bis A**  
(Suppression maintenue)

- .....
- Article 7 ter**  
(Non modifié)
- ① Le paragraphe 3 de la sous-section 1 de la section 3 du chapitre I<sup>er</sup> du titre I<sup>er</sup> du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

- ② 1° Le premier alinéa de l'article L. 5211-10 est complété par une phrase ainsi rédigée : « Les membres du bureau sont élus selon les modalités prévues à l'article L. 2122-7. » ;
- ③ 2° Il est ajouté un article L. 5211-10-1 A ainsi rédigé :
- ④ « *Art. L. 5211-10-1 A.* – Le président peut décider que la réunion du bureau se tient en plusieurs lieux, par visioconférence.
- ⑤ « Lorsque la réunion du bureau se tient par visioconférence, le *quorum* est apprécié en fonction de la présence des membres du bureau dans les différents lieux par visioconférence.
- ⑥ « Le bureau se réunit en un seul et même lieu au moins une fois par semestre.
- ⑦ « Lorsque la réunion du bureau se tient entièrement ou partiellement par visioconférence, il en est fait mention dans la convocation. »

## CHAPITRE II

### FACILITER LA CONCILIATION DU MANDAT AVEC L'EXERCICE D'UNE ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE

#### Article 8 A (Non modifié)

À la fin du II de l'article L. 237-1 du code électoral, les mots : « ou de ses communes membres » sont supprimés.

**Amendement n° 9** présenté par Mme Élisabeth Martin, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassacherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terre-noir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier.

Supprimer cet article.

#### Article 8 (Non modifié)

- ① Le code du travail est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 3142-79 est ainsi rédigé :

- ③ « *Art. L. 3142-79.* – Dans la limite de vingt jours ouvrables, l'employeur laisse au salarié le temps nécessaire pour participer à la campagne électorale lorsqu'il est candidat :
- ④ « 1° À l'Assemblée nationale ou au Sénat ;
- ⑤ « 2° Au Parlement européen ;
- ⑥ « 3° Au conseil municipal ;
- ⑦ « 3° *bis* Au conseil d'un arrondissement de la Ville de Paris ou des communes de Lyon et Marseille ;
- ⑧ « 4° Au conseil départemental ou au conseil régional ;
- ⑨ « 5° À l'Assemblée de Corse ;
- ⑩ « 6° Au conseil de la métropole de Lyon ;
- ⑪ « 7° À l'assemblée de Guyane ;
- ⑫ « 8° À l'assemblée de Martinique ;
- ⑬ « 9° À l'assemblée de Mayotte. » ;
- ⑭ 1° *bis* (*Supprimé*)
- ⑮ 2° Après l'article L. 3422-1, il est inséré un article L. 3422-1-1 ainsi rédigé :
- ⑯ « *Art. L. 3422-1-1.* – Pour l'application à Saint-Pierre-et-Miquelon de l'article L. 3142-79, au 4°, les mots : "conseil départemental ou au conseil régional" sont remplacés par les mots : "conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon". »

**Amendement n° 10** présenté par M. Bilongo, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassacherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terre-noir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier.

À l'alinéa 3, substituer au mot :

« vingt »,

le mot :

« trente ».

**Article 8 bis**  
**(Suppression maintenue)**

**Article 9**  
**(Non modifié)**

- ① Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 2123-1 est ainsi modifié :
- ③ *aa)* Au début du premier alinéa, est ajoutée la mention : « I. – » ;
- ④ *a)* Après le 3°, il est inséré un 3° *bis* ainsi rédigé :
- ⑤ « 3° *bis* Aux réunions organisées par les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la commune est membre, par le département ou par la région, lorsqu'il a été désigné pour y représenter la commune ; »
- ⑥ *b)* Après le 4°, sont insérés des 5° et 6° ainsi rédigés :
- ⑦ « 5° Aux fêtes légales mentionnées aux 4°, 7° et 10° de l'article L. 3133-1 du code du travail et aux commémorations, fêtes et journées nationales instituées par décret ;
- ⑧ « 6° Aux missions accomplies dans le cadre d'un mandat spécial. » ;
- ⑨ *c)* *(Supprimé)*
- ⑩ *d)* Après le septième alinéa, il est inséré un II ainsi rédigé :
- ⑪ « II. – Lorsque le maire prescrit des mesures de sûreté en application de l'article L. 2212-4 du présent code, l'employeur est tenu de laisser aux élus mettant en œuvre ces mesures le temps nécessaire à l'exercice de leurs missions, dans des conditions et selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'État. » ;
- ⑫ *e)* Au début de l'avant-dernier alinéa, est ajoutée la mention : « III. – » ;
- ⑬ 1° *bis* La seconde phrase du second alinéa du III de l'article L. 2123-2 et du dernier alinéa des articles L. 3123-2, L. 4135-2, L. 7125-2 et L. 7227-2 est ainsi rédigée : « Il n'est pas tenu de payer ce temps d'absence comme temps de travail. » ;
- ⑭ 2° Au dernier alinéa de l'article L. 2123-3, le mot : « soixante-douze » est remplacé par le mot : « cent » et les mots : « à une fois et demie » sont remplacés par les mots : « au double de » ;
- ⑮ 3° L'article L. 4135-1 est ainsi modifié :
- ⑯ *a)* Les deux dernières phrases du 3° sont supprimées ;
- ⑰ *b)* Après le 4°, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :
- ⑱ « Selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État, l'élu doit informer l'employeur de la date de la séance ou de la réunion dès qu'il en a connaissance.

- ⑲ « L'employeur n'est pas tenu de payer comme temps de travail le temps passé par l'élu à ces séances et réunions. »

**Article 9 bis**  
**(Non modifié)**

- ① Le code du travail est ainsi modifié :
- ② 1° Après l'article L. 1132-3-3, il est inséré un article L. 1132-3-4 ainsi rédigé :
- ③ « *Art. L. 1132-3-4.* – Le temps d'absence dont bénéficie le salarié titulaire d'un mandat municipal en application des articles L. 2123-1, L. 2123-2 et L. 2123-4 du code général des collectivités territoriales est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination du droit aux prestations sociales et des avantages sociaux définis par voie réglementaire. » ;
- ④ 2° La sous-section 8 de la section 2 du chapitre II du titre IV du livre I<sup>er</sup> de la troisième partie est ainsi modifiée :
- ⑤ *a)* Au début de l'intitulé, sont ajoutés les mots : « Temps d'absence et » ;
- ⑥ *b)* Il est inséré un paragraphe 1 intitulé : « Congés des salariés candidats ou élus à un mandat parlementaire ou local » et comprenant les articles L. 3142-79 à L. 3142-88 ;
- ⑦ *c)* À l'article L. 3142-87, les mots : « de la présente sous-section » sont remplacés par les mots : « du présent paragraphe » ;
- ⑧ *d)* Il est ajouté un paragraphe 2 ainsi rédigé :
- ⑨ « *Paragraphe 2*
- ⑩ « Temps d'absence des salariés élus à un mandat local
- ⑪ « *Art. L. 3142-88-1.* – Les dispositions applicables aux salariés titulaires d'un mandat local sont définies :
- ⑫ « 1° Aux articles L. 2123-7 et L. 2123-25 du code général des collectivités territoriales pour les salariés membres d'un conseil municipal ;
- ⑬ « 2° Aux articles L. 3123-5 et L. 3123-20 du même code pour les salariés membres d'un conseil départemental ;
- ⑭ « 3° Aux articles L. 4135-5 et L. 4135-20 dudit code pour les salariés membres d'un conseil régional. »

**Article 10**  
**(Non modifié)**

- ① I. – La première partie du code général des collectivités territoriales est ainsi modifiée :
- ② 1° Le chapitre unique du titre II du livre VI est complété par un article L. 1621-6 ainsi rédigé :

- ③ « Art. L. 1621–6. – I. – L’employeur privé ou public d’un élu local, les travailleurs indépendants, les membres des professions libérales et non salariées qui sont titulaires d’un mandat d’élu local peuvent conclure avec la collectivité territoriale ou l’établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont l’élu est membre une convention qui précise les mesures destinées à faciliter, au delà des obligations prévues par le présent code, l’exercice du mandat local.
- ④ « L’employeur ayant conclu cette convention peut se voir attribuer le label “employeur partenaire de la démocratie locale”, dans des conditions prévues par décret. Ce décret détermine notamment les critères d’attribution du label, qui tiennent compte du taux de présence des élus locaux dans l’entreprise ou l’organisme public ou privé, du nombre d’heures d’autorisation d’absence avec maintien de la rémunération et des conditions de disponibilité pour formation.
- ⑤ « II. – Des conventions–cadres peuvent être conclues entre l’employeur public ou privé et les associations représentatives d’élus locaux. La convention mentionnée au I ne peut prévoir de mesures moins favorables que celles prévues dans la convention–cadre conclue avec l’association dont la collectivité est adhérente.
- ⑥ « III. – (*Supprimé*) » ;
- ⑦ 2° (*Supprimé*)
- ⑧ II. – (*Supprimé*)
- ⑨ III. – L’article L. 22–10–35 du code de commerce est ainsi modifié :
- ⑩ 1° Après le 2°, il est inséré un 3° ainsi rédigé :
- ⑪ « 3° Les actions visant à promouvoir l’engagement des citoyens dans la démocratie locale et, le cas échéant, le bénéfice du label “employeur partenaire de la démocratie locale” mentionné à l’article L. 1621–6 du code général des collectivités territoriales. » ;
- ⑫ 2° À l’avant–dernier alinéa, après la référence : « L. 233–26 », sont insérés les mots : « du présent code » et les mots : « et 2° » sont remplacés par les mots : « à 3° du présent article ».

*Amendements identiques :*

**Amendements n° 11** présenté par Mme Élisabeth Martin, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud’homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terre-noir,

M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier et n° 18 présenté par Mme Faucillon, Mme Bourouaha, M. Brugerolles, M. Bénard, M. Castor, Mme Lebon, M. Lecoq, M. Maillot, M. Maurel, M. Monnet, M. Nadeau, M. Peu, Mme Reid Arbelot, M. Rimane, M. Sansu et M. Tjibaou.

Supprimer cet article.

**Article 11**  
**(Non modifié)**

- ① I. – Le code du travail est ainsi modifié :
- ② 1° (*Supprimé*)
- ③ 2° L’article L. 6315–2 est ainsi modifié :
- ④ a) Au premier alinéa, après le mot : « régional », sont insérés les mots : « , puis au maximum une fois par année civile, » ;
- ⑤ b) Au second alinéa, après le mot : « peuvent », sont insérés les mots : « , à cette occasion, » ;
- ⑥ c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- ⑦ « Cet entretien permet également la prise en compte de l’expérience acquise, dans le cadre de l’exercice du mandat, par ces salariés. »
- ⑧ II. – Le chapitre I<sup>er</sup> du titre II du livre V du code général de la fonction publique est complété par un article L. 521–6 ainsi rédigé :
- ⑨ « Art. L. 521–6. – Pour les fonctionnaires titulaires d’un mandat de conseiller municipal, de conseiller départemental ou de conseiller régional, l’entretien professionnel annuel mentionné à l’article L. 521–4 est également consacré aux mesures destinées à faciliter la conciliation entre la vie professionnelle et les fonctions électives. Cet entretien permet de plus la prise en compte de l’expérience acquise dans le cadre de l’exercice de mandats par ces agents.
- ⑩ « Lorsque l’entretien professionnel est réalisé au terme d’un mandat de conseiller municipal, de conseiller départemental ou de conseiller régional, celui-ci permet de procéder au recensement des compétences acquises au cours du mandat et de préciser les modalités de valorisation de l’expérience acquise. »
- ⑪ III. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ⑫ 1° L’article L. 2123–1 est ainsi modifié :
- ⑬ a) À la première phrase de l’avant–dernier alinéa, après le mot : « municipal, », sont insérés les mots : « puis une fois par année civile, » et les mots : « , à sa demande, » sont supprimés ;
- ⑭ b) Le dernier alinéa est ainsi modifié :
- ⑮ – après le mot : « peuvent », sont insérés les mots : « , à cette occasion, » ;

- 16 – est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Cet entretien permet également la prise en compte de l'expérience acquise dans le cadre de l'exercice du mandat par ces salariés et comporte des informations sur le droit individuel à la formation dont ils bénéficient en application de l'article L. 2123-12-1. » ;
- 17 c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 18 « Lorsque l'entretien professionnel est réalisé au terme du mandat, celui-ci permet de procéder au recensement des compétences acquises au cours du mandat et de préciser les modalités de valorisation de l'expérience acquise. » ;
- 19 2° L'article L. 3123-1 est ainsi modifié :
- 20 a) À la première phrase de l'avant-dernier alinéa, après le mot : « départemental, », sont insérés les mots : « puis une fois par année civile, » et les mots : « , à sa demande, » sont supprimés ;
- 21 b) Le dernier alinéa est ainsi modifié :
- 22 – après le mot : « peuvent », sont insérés les mots : « , à cette occasion, » ;
- 23 – est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Cet entretien permet également la prise en compte de l'expérience acquise dans le cadre de l'exercice du mandat par ces salariés et comporte des informations sur le droit individuel à la formation dont ils bénéficient en application de l'article L. 3123-10-1. » ;
- 24 c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 25 « Lorsque l'entretien professionnel est réalisé au terme du mandat, celui-ci permet de procéder au recensement des compétences acquises au cours du mandat et de préciser les modalités de valorisation de l'expérience acquise. » ;
- 26 3° L'article L. 4135-1 est ainsi modifié :
- 27 a) À la première phrase de l'avant-dernier alinéa, après le mot : « régional, », sont insérés les mots : « puis une fois par année civile, » et les mots : « , à sa demande, » sont supprimés ;
- 28 b) Le dernier alinéa est ainsi modifié :
- 29 – après le mot : « peuvent », sont insérés les mots : « , à cette occasion, » ;
- 30 – est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Cet entretien permet également la prise en compte de l'expérience acquise dans le cadre de l'exercice du mandat par ces salariés et comporte des informations sur le droit individuel à la formation dont ils bénéficient en application de l'article L. 4135-10-1. » ;
- 31 c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 32 « Lorsque l'entretien professionnel est réalisé au terme du mandat, celui-ci permet de procéder au recensement des compétences acquises au cours du mandat et de préciser les modalités de valorisation de l'expérience acquise. » ;
- 33 4° L'article L. 7125-1 est ainsi modifié :
- 34 a) À la première phrase de l'avant-dernier alinéa, après le mot : « Guyane, », sont insérés les mots : « puis une fois par année civile, » et les mots : « , à sa demande, » sont supprimés ;
- 35 b) Le dernier alinéa est ainsi modifié :
- 36 – après le mot : « peuvent », sont insérés les mots : « , à cette occasion, » ;
- 37 – est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Cet entretien permet également la prise en compte de l'expérience acquise dans le cadre de l'exercice du mandat par ces salariés et comporte des informations sur le droit individuel à la formation dont ils bénéficient en application de l'article L. 7125-12-1. » ;
- 38 c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 39 « Lorsque l'entretien professionnel est réalisé au terme du mandat, celui-ci permet de procéder au recensement des compétences acquises au cours du mandat et de préciser les modalités de valorisation de l'expérience acquise. » ;
- 40 5° L'article L. 7227-1 est ainsi modifié :
- 41 a) À la première phrase de l'avant-dernier alinéa, après le mot : « Martinique, », sont insérés les mots : « puis une fois par année civile, » et les mots : « , à sa demande, » sont supprimés ;
- 42 b) Le dernier alinéa est ainsi modifié :
- 43 – après le mot : « peuvent », sont insérés les mots : « , à cette occasion, » ;
- 44 – est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Cet entretien permet également la prise en compte de l'expérience acquise dans le cadre de l'exercice du mandat par ces salariés et comporte des informations sur le droit individuel à la formation dont ils bénéficient en application de l'article L. 7227-12-1. » ;
- 45 c) Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 46 « Lorsque l'entretien professionnel est réalisé au terme du mandat, celui-ci permet de procéder au recensement des compétences acquises au cours du mandat et de préciser les modalités de valorisation de l'expérience acquise. »

**Article 11 bis  
(Non modifié)**

- 1 La sous-section 1 de la section 5 du chapitre II du titre 1<sup>er</sup> du livre V du code général de la fonction publique est ainsi modifiée :
- 2 1° (*Supprimé*)
- 3 2° Après l'article L. 512-20, il est inséré un article L. 512-20-1 ainsi rédigé :

④ « *Art. L. 512-20-1.* – Le fonctionnaire de l'État qui exerce les fonctions de maire, d'adjoint au maire, de président ou de vice-président d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, de président ou de vice-président de conseil départemental ou de président ou de vice-président de conseil régional bénéficie d'une priorité de mutation, dans tout emploi vacant correspondant à son grade, au sein du département ministériel dont il relève ou d'un établissement public sous tutelle.

⑤ « La priorité de mutation définie au présent article ne prévaut pas sur celles mentionnées aux articles L. 442-5, L. 442-6, L. 512-19 et L. 512-20. » ;

⑥ 3° Il est ajouté un article L. 512-22-1 ainsi rédigé :

⑦ « *Art. L. 512-22-1.* – Lorsqu'un fonctionnaire exerce les fonctions de maire, d'adjoint au maire, de président ou de vice-président d'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, de président ou de vice-président de conseil départemental ou de président ou de vice-président de conseil régional, l'autorité qui prononce une mutation d'office dans l'intérêt du service prend en compte ces fonctions au titre de la situation personnelle du fonctionnaire. »

#### **Article 12 (Non modifié)**

① I. – Le code de l'éducation est ainsi modifié :

② 1° À l'article L. 611-9, après le mot : « cadre », sont insérés les mots : « d'un mandat électif public, » ;

③ 2° À l'article L. 611-11, après le mot : « volontaire », sont insérés les mots : « , aux étudiants titulaires d'un mandat électif public » ;

④ 3° À la première phrase du IX de l'article L. 612-3, après le mot : « sport », sont insérés les mots : « , à l'exercice d'un mandat électif public » ;

⑤ 4° (*Supprimé*)

⑥ II. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

⑦ 1° Après le deuxième alinéa de l'article L. 2123-18-1, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

⑧ « Lorsqu'ils sont régulièrement inscrits dans un établissement d'enseignement supérieur situé hors du territoire de la commune, les membres du conseil municipal bénéficient, selon des modalités définies par délibération du conseil municipal, du remboursement des frais de déplacement engagés pour se rendre aux séances et réunions mentionnées à l'article L. 2123-1. » ;

⑨ 2° La seizième ligne de la seconde colonne du tableau du second alinéa du I de l'article L. 2573-7 est ainsi rédigée :

⑩ «

L. 2123-18-1	la loi n° ... du ... portant création d'un statut de l'élu local
--------------	--

»

#### **Article 12 bis (Suppression maintenue)**

#### **Article 13 (Non modifié)**

① I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

② 1° Le deuxième alinéa de l'article L. 2123-18-1 est ainsi rédigé :

③ « Les membres du conseil municipal en situation de handicap bénéficient également du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide de toute nature qu'ils ont engagés et qui sont liés à l'exercice de leur mandat. Ils sont dispensés d'avance de frais. » ;

④ 2° (*Supprimé*)

⑤ 3° Après l'article L. 2123-18-1-1, il est inséré un article L. 2123-18-1-2 ainsi rédigé :

⑥ « *Art. L. 2123-18-1-2.* – Les membres du conseil municipal en situation de handicap bénéficient de la part de la commune d'un aménagement de leur poste de travail adapté à leur handicap, dans les conditions prévues aux deux derniers alinéas de l'article L. 131-8 du code général de la fonction publique. » ;

⑦ 4° Le deuxième alinéa de l'article L. 3123-19 est ainsi modifié :

⑧ a) Le mot : « technique » est remplacé par les mots : « de toute nature » ;

⑨ b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Ils sont dispensés d'avance de frais. » ;

⑩ 5° Après l'article L. 3123-19-1, il est inséré un article L. 3123-19-1-1 ainsi rédigé :

⑪ « *Art. L. 3123-19-1-1.* – Les membres du conseil départemental en situation de handicap bénéficient de la part du département d'un aménagement de leur poste de travail adapté à leur handicap, dans les conditions prévues aux deux derniers alinéas de l'article L. 131-8 du code général de la fonction publique. » ;

⑫ 6° Le deuxième alinéa de l'article L. 4135-19 est ainsi modifié :

⑬ a) Le mot : « technique » est remplacé par les mots : « de toute nature » ;

⑭ b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Ils sont dispensés d'avance de frais. » ;

⑮ 7° Après l'article L. 4135-19-1, il est inséré un article L. 4135-19-1-1 ainsi rédigé :

⑯ « *Art. L. 4135-19-1-1.* – Les membres du conseil régional en situation de handicap bénéficient de la part de la région d'un aménagement de leur poste de travail

adapté à leur handicap, dans les conditions prévues aux deux derniers alinéas de l'article L. 131-8 du code général de la fonction publique. » ;

- 17 8° Après la première occurrence du mot : « ils », la fin du dernier alinéa de l'article L. 5211-13 est ainsi rédigée : « bénéficient également du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide de toute nature qu'ils ont engagés et qui sont liés à l'exercice de leur mandat. Ils sont dispensés d'avance de frais. » ;
- 18 9° À l'article L. 5211-14, après la référence : « L. 2123-18 », est insérée la référence : « , L. 2123-18-1-2 » ;
- 19 10° Le deuxième alinéa de l'article L. 7125-22 est ainsi modifié :
- 20 a) Le mot : « technique » est remplacé par les mots : « de toute nature » ;
- 21 b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Ils sont dispensés d'avance de frais. » ;
- 22 11° Après l'article L. 7125-23, il est inséré un article L. 7125-23-1 ainsi rédigé :
- 23 « Art. L. 7125-23-1. – Les conseillers à l'assemblée de Guyane en situation de handicap bénéficient de la part de la collectivité d'un aménagement de leur poste de travail adapté à leur handicap, dans les conditions prévues aux deux derniers alinéas de l'article L. 131-8 du code général de la fonction publique. » ;
- 24 12° Le deuxième alinéa de l'article L. 7227-23 est ainsi modifié :
- 25 a) Le mot : « technique » est remplacé par les mots : « de toute nature » ;
- 26 b) Est ajoutée une phrase ainsi rédigée : « Ils sont dispensés d'avance de frais. » ;
- 27 13° Après l'article L. 7227-24, il est inséré un article L. 7227-24-1 ainsi rédigé :
- 28 « Art. L. 7227-24-1. – Les conseillers à l'assemblée de Martinique et les conseillers exécutifs en situation de handicap bénéficient de la part de la collectivité d'un aménagement de leur poste de travail adapté à leur handicap, dans les conditions prévues aux deux derniers alinéas de l'article L. 131-8 du code général de la fonction publique. »
- 29 II. – *(Non modifié)*

**Article 13 ter**  
**(Suppression maintenue)**

**Article 15**  
**(Non modifié)**

- 1 Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- 2 1° Le troisième alinéa de l'article L. 2123-14 est complété par une phrase ainsi rédigée : « En cas de création d'une commune nouvelle dans les conditions prévues au chapitre III du titre I<sup>er</sup> du présent livre, les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés par les anciennes communes à la clôture de l'exercice au titre duquel ils ont été inscrits sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant de la commune nouvelle. » ;
- 3 2° À la deuxième phrase du premier alinéa des articles L. 2123-13, L. 3123-11, L. 4135-11, L. 7125-13 et L. 7227-13, le mot : « dix-huit » est remplacé par le mot : « vingt-quatre » ;
- 4 2° bis Au deuxième alinéa des articles L. 2123-14, L. 3123-12, L. 4135-12, L. 7125-14 et L. 7227-14, le mot : « dix-huit » est remplacé par les mots : « vingt et un » ;
- 5 3° Les dixième et onzième lignes du tableau du second alinéa du I de l'article L. 2573-7 sont ainsi rédigées :
- 6 «

L. 2123-13	la loi n° ... du ... portant création d'un statut de l' élu local
L. 2123-14 et L. 2123-14-1	la loi n° ... du ... portant création d'un statut de l' élu local

»

**Article 15 bis**  
**(Non modifié)**

- 1 Le chapitre unique du titre II du livre II de la première partie du code général des collectivités territoriales est complété par un article L. 1221-5 ainsi rédigé :
- 2 « Art. L. 1221-5. – Tout membre de l'organe délibérant d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale peut suivre, au cours des six premiers mois de son mandat, une session d'information sur les fonctions d' élu local.
- 3 « Cette session comporte :
- 4 « 1° Un rappel général du rôle assigné aux différentes catégories d'élus locaux incluant, pour les conseillers municipaux, le détail des attributions exercées par le maire au nom de l'État en application des articles L. 2122-27 à L. 2122-34-2 ;
- 5 « 2° Une présentation détaillée des principaux droits et des obligations, notamment déontologiques, applicables aux élus locaux de la catégorie de collectivités territoriales ou d'établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre concernée ;
- 6 « 3° bis, 3° ter et 4° à 6° (Supprimés) ».

**Amendement n° 12** présenté par M. Bilongo, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Éliisa Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terre noir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier.

I. – À l'alinéa 2, substituer aux mots :

« peut suivre »,

le mot :

« suit ».

II. – En conséquence, rétablir le 3° *bis*, le 3° *ter* et le 6° de l'alinéa 6 dans la rédaction suivante :

« 3° *bis* Une présentation des enjeux liés au sexisme dans la vie politique, notamment ses effets sur la représentation des femmes, la répartition des responsabilités exécutives et la distribution des délégations, ainsi qu'un rappel des principes et des objectifs des politiques publiques d'égalité entre les femmes et les hommes applicables aux collectivités territoriales ;

« 3° *ter* Une aide à l'identification des comportements susceptibles de constituer des infractions de caractère sexuel ou sexiste et un rappel des obligations légales incombant à tout élu local témoin de tels comportements dans une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales ;

« 6° Un module de sensibilisation et d'information sur les risques psycho-sociaux et la santé mentale des élus locaux. »

### CHAPITRE III

#### FACILITER LA CONCILIATION ENTRE L'EXERCICE DU MANDAT ET LA VIE PERSONNELLE DE L'ÉLU

##### **Article 16** (Non modifié)

- ① Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 2123-18-2 est ainsi modifié :
- ③ *a)* Après la première phrase du premier alinéa, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Le conseil municipal peut, par délibération, étendre le bénéfice de ce remboursement à toute autre réunion liée à l'exercice du mandat. » ;
- ④ *b)* Au second alinéa, le nombre : « 3 500 » est remplacé par le nombre : « 10 000 » ;
- ⑤ 2° (*Supprimé*)

- ⑥ 3° Les trois premiers alinéas du II de l'article L. 2335-1 sont remplacés par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑦ « II. – Par dérogation au I du présent article, les trois compensations mentionnées au second alinéa du même I sont attribuées aux communes de moins de 10 000 habitants. » ;
- ⑧ 4° Après la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 3123-19, est insérée une phrase ainsi rédigée : « Le département peut, par délibération, étendre le bénéfice de ce remboursement à toute autre réunion liée à l'exercice du mandat. » ;
- ⑨ 5° Après la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 4135-19, est insérée une phrase ainsi rédigée : « La région peut, par délibération, étendre le bénéfice de ce remboursement à toute autre réunion liée à l'exercice du mandat. » ;
- ⑩ 6° Après la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 7125-22, est insérée une phrase ainsi rédigée : « La collectivité peut, par délibération, étendre le bénéfice de ce remboursement à toute autre réunion liée à l'exercice du mandat. » ;
- ⑪ 7° Après la première phrase du troisième alinéa de l'article L. 7227-23, est insérée une phrase ainsi rédigée : « La collectivité peut, par délibération, étendre le bénéfice de ce remboursement à toute autre réunion liée à l'exercice du mandat. »

##### **Article 16 bis AA** (*Suppression maintenue*)

.....

##### **Article 17** (*Non modifié*)

- ① I A. – Le code rural et de la pêche maritime est ainsi modifié :
- ② 1° Le I de l'article L. 732-9 est ainsi modifié :
- ③ *a)* Après la première occurrence du mot : « salariée », sont insérés les mots : « ou l'activité d'élu local au sens de l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale » ;
- ④ *b)* Sont ajoutés les mots : « ou d'élu local » ;
- ⑤ 2° L'article L. 732-11 est ainsi modifié :
- ⑥ *a)* Après la première occurrence du mot : « salariée », sont insérés les mots : « ou l'activité d'élu local d'une collectivité territoriale ou d'un établissement public de coopération intercommunale mentionnés à l'article L. 382-31 du code de la sécurité sociale » ;
- ⑦ *b)* À la fin, la référence : « L. 732-13 » est remplacée par la référence : « L. 732-10 ».
- ⑧ I. – Le code de la sécurité sociale est ainsi modifié :
- ⑨ 1° Au dernier alinéa de l'article L. 323-6, après le mot : « locaux », sont insérés les mots : « qui le souhaitent » et les mots : « sous réserve de l'accord formel » sont remplacés par les mots : « sauf avis contraire » ;

- 10 2° Après l'article L. 331-3, il est inséré un article L. 331-3-1 ainsi rédigé :
- 11 « *Art. L. 331-3-1.* – La présente section ne fait pas obstacle à l'exercice par une élue locale des activités liées à son mandat, ni, le cas échéant, à la perception d'indemnités de fonction. En cas de poursuite du mandat, l'élue locale perçoit uniquement l'indemnité journalière résultant du travail salarié mentionné au premier alinéa de l'article L. 331-3. Si elle interrompt son mandat dans les conditions prévues au même premier alinéa et si elle remplit les conditions prévues à l'article L. 313-1, l'assurée peut également percevoir une indemnité journalière à ce titre. » ;
- 12 2° *bis* L'article L. 331-7 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- 13 « Le présent article ne fait pas obstacle à l'exercice par un élu local des activités liées à son mandat, ni, le cas échéant, à la perception d'indemnités de fonction. En cas de poursuite du mandat, l'élu perçoit uniquement l'indemnité journalière résultant du travail salarié mentionné au deuxième alinéa du présent article. S'il interrompt son mandat dans les conditions prévues au même deuxième alinéa et s'il remplit les conditions prévues à l'article L. 313-1, l'assuré peut également percevoir une indemnité journalière à ce titre. » ;
- 14 3° L'article L. 331-8 est ainsi modifié :
- 15 *a et b* (*Supprimés*)
- 16 *c* L'avant-dernier alinéa est complété par trois phrases ainsi rédigées : « Le présent article ne fait pas obstacle à l'exercice par un élu local des activités liées à son mandat, ni, le cas échéant, à la perception d'indemnités de fonction. En cas de poursuite du mandat, l'élu perçoit uniquement l'indemnité journalière résultant de l'activité salariée ou assimilée mentionnée au premier alinéa du présent article. S'il interrompt son mandat dans les conditions prévues au même premier alinéa et s'il remplit les conditions prévues à l'article L. 313-1, l'assuré peut également percevoir une indemnité journalière à ce titre. » ;
- 17 4° Après le III *bis* de l'article L. 623-1, il est inséré un III *ter* ainsi rédigé :
- 18 « III *ter.* – Le présent article ne fait pas obstacle à l'exercice par un élu local des activités liées à son mandat, ni, le cas échéant, à la perception d'indemnités de fonction. En cas de poursuite du mandat, l'élu perçoit uniquement l'allocation forfaitaire de repos et les indemnités journalières résultant de sa cessation d'activité mentionnées aux I à III *bis*. S'il interrompt son mandat dans les conditions prévues au présent article et remplit les conditions prévues au présent article, l'assuré peut également percevoir une allocation forfaitaire de repos et les indemnités journalières à ce titre. »
- 19 II. – L'article L. 3142-88 du code du travail est ainsi modifié :
- 20 1° Après le mot : « régional », sont insérés les mots : « , le président et les vice-présidents de l'assemblée de Guyane, le président et les vice-présidents de l'assemblée de Martinique, le président du conseil exécutif et les conseillers exécutifs de Martinique, le président et les vice-présidents de l'assemblée de Mayotte » ;
- 21 2° Les mots : « et L. 4135-7 » sont remplacés par les mots : « , L. 4135-7, L. 7125-7 et L. 7227-7 » ;
- 22 3° Il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 23 « Le premier alinéa du présent article est applicable aux élus qui exercent provisoirement les fonctions de maire, de président du conseil départemental ou de président du conseil régional dans les cas prévus aux articles L. 2122-17, L. 3122-2, L. 4133-2, L. 7123-2, L. 7223-3 et L. 7224-7 du code général des collectivités territoriales. Dans ces cas, l'élu bénéficie de l'article L. 3142-84 du présent code au terme de l'exercice provisoire de ces fonctions. »
- 24 III. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- 25 1° L'article L. 2123-9 est ainsi modifié :
- 26 *a*) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- 27 « Le premier alinéa du présent article est également applicable aux adjoints et aux conseillers municipaux salariés dans les cas de remplacement mentionnés à l'article L. 2122-17 du présent code pendant la période dudit remplacement. » ;
- 28 *b*) Au deuxième alinéa, les mots : « même code » sont remplacés par les mots : « code du travail » ;
- 29 2° L'article L. 3123-7 est ainsi modifié :
- 30 *a*) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- 31 « Le premier alinéa du présent article est également applicable aux vice-présidents et aux conseillers départementaux salariés dans les cas de remplacement mentionnés à l'article L. 3122-2 du présent code pendant la période dudit remplacement. » ;
- 32 *b*) Au deuxième alinéa, les mots : « même code » sont remplacés par les mots : « code du travail » ;
- 33 3° L'article L. 4135-7 est ainsi modifié :
- 34 *a*) Après le premier alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- 35 « Le premier alinéa du présent article est également applicable aux vice-présidents et aux conseillers régionaux salariés dans les cas de remplacement mentionnés à l'article L. 4133-2 du présent code pendant la période dudit remplacement. » ;
- 36 *b*) Au deuxième alinéa, les mots : « même code » sont remplacés par les mots : « code du travail » ;
- 37 4° Le premier alinéa des articles L. 2123-25-1, L. 3123-20-1, L. 4135-20-1, L. 7125-26 et L. 7227-27 est ainsi modifié :

- 38) a) Les mots : « et qui n'a pas interrompu toute activité professionnelle » sont supprimés ;
- 39) b) Le mot : « ou » est remplacé par les mots : « et accueil de l'enfant, adoption ou » ;
- 40) 5° L'article L. 7125-7 est complété par trois alinéas ainsi rédigés :
- 41) « Le premier alinéa du présent article est applicable aux membres de l'assemblée de Guyane salariés dans les cas de remplacement mentionnés à l'article L. 7123-2 du présent code pendant la période dudit remplacement.
- 42) « Le droit à réintégration prévu à l'article L. 3142-84 du code du travail est maintenu en faveur des élus mentionnés au premier alinéa du présent article jusqu'à l'expiration de deux mandats consécutifs.
- 43) « L'application de l'article L. 3142-85 du code du travail prend effet à compter du deuxième renouvellement du mandat. » ;
- 44) 6° L'article L. 7227-7 est complété par trois alinéas ainsi rédigés :
- 45) « Le premier alinéa du présent article est applicable aux membres de l'assemblée de Martinique salariés dans les cas de remplacement mentionnés à l'article L. 7223-2 du présent code pendant la période dudit remplacement.
- 46) « Le droit à réintégration prévu à l'article L. 3142-84 du code du travail est maintenu aux élus mentionnés au premier alinéa du présent article jusqu'à l'expiration de deux mandats consécutifs.
- 47) « L'application de l'article L. 3142-85 du code du travail prend effet à compter du deuxième renouvellement du mandat. »

.....

**Amendement n° 13** présenté par M. Bilongo, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassacherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terreiroir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier.

Supprimer l'alinéa 9.

## CHAPITRE IV

### SÉCURISER L'ENGAGEMENT DES ÉLUS ET LES ACCOMPAGNER DANS LE RESPECT DE LEURS OBLIGATIONS DÉONTOLOGIQUES

#### Article 18 (Non modifié)

- 1) I. – Le code pénal est ainsi modifié :
- 2) 1° L'article 432-12 est ainsi modifié :
- 3) a) Le premier alinéa est ainsi modifié :
- 4) – après le mot : « conserver, », sont insérés les mots : « en connaissance de cause, » ;
- 5) – les mots : « de nature à compromettre » sont remplacés par le mot : « altérant » ;
- 6) b) Après le même premier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :
- 7) « Ne peut constituer un intérêt, au sens du présent article, un intérêt public ou tout intérêt dont la prise en compte est exclue par la loi.
- 8) « L'infraction définie au présent article n'est pas constituée lorsque la personne mentionnée au premier alinéa ne pouvait agir autrement en vue de répondre à un motif impérieux d'intérêt général. » ;
- 9) 2° À l'article 432-12-1, les mots : « de nature à influencer » sont remplacés par les mots : « , qui n'est pas un intérêt public, altérant » ;
- 10) 3° Après le mot : « loi », la fin de l'article 711-1 est ainsi rédigée : « n° ... du ... portant création d'un statut de l'élu local, en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna. »
- 11) II. – La loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique est ainsi modifiée :
- 12) 1° Au premier alinéa du I de l'article 2, les mots : « des intérêts publics ou privés » sont remplacés par les mots : « un intérêt privé » ;
- 13) 2° Au premier alinéa du I de l'article 35, les mots : « n° 2024-850 du 25 juillet 2024 visant à prévenir les ingérences étrangères en France » sont remplacés par les mots : « n° ... du ... portant création d'un statut de l'élu local ».

#### Amendements identiques :

**Amendements n° 14** présenté par Mme Élisabeth Martin, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassacherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain,

Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier et n° 17 présenté par Mme Faucillon, Mme Bourouaha, M. Brugerolles, M. Bénard, M. Castor, Mme Lebon, M. Lecoq, M. Maillot, M. Maurel, M. Monnet, M. Nadeau, M. Peu, Mme Reid Arbelot, M. Rimane, M. Sansu et M. Tjibaou.

Supprimer cet article.

**Article 18 bis A**  
(Non modifié)

- ① Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 1111-6 est ainsi modifié :
- ③ a) Le I est ainsi modifié :
- ④ – les mots : « en application de la loi » sont supprimés ;
- ⑤ – après le mot : « désignation, », sont insérés les mots : « s'ils ne perçoivent pas de rémunération ou d'avantages particuliers au titre de cette représentation, » ;
- ⑥ – les mots : « de l'article L. 2131-11 » sont remplacés par les mots : « des articles L. 2131-11, L. 3132-5 et L. 4142-5 » ;
- ⑦ – il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- ⑧ « Les élus détenant plusieurs mandats au sein d'organes délibérants de collectivités territoriales ou de groupements de collectivités territoriales ne sont pas considérés comme ayant un intérêt, au sens des articles L. 2131-11, L. 3132-5 et L. 4142-5 du présent code, du seul fait de cette détention, lorsque l'une de ces collectivités ou l'un de ces groupements se prononce sur une affaire intéressant une autre de ces collectivités territoriales ou un autre de ces groupements. » ;
- ⑨ b) Le II est ainsi rédigé :
- ⑩ « II. – Les représentants mentionnés au premier alinéa du I du présent article ne participent ni aux décisions de la collectivité territoriale ou du groupement attribuant à la personne morale concernée un contrat de la commande publique, ni aux commissions d'appel d'offres ou à la commission prévue à l'article L. 1411-5 lorsque la personne morale concernée est candidate. » ;
- ⑪ 2° (Supprimé)

.....

**Amendement n° 15** présenté par Mme Élisabeth Martin, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Caron, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu,

M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Aurélien Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier.

Supprimer cet article.

**Article 19**  
(Non modifié)

- ① Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 2123-35 est ainsi modifié :
- ③ a) Au premier alinéa, les mots : « ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation » sont remplacés par les mots : « et les autres membres du conseil municipal » ;
- ④ b) La première phrase du deuxième alinéa est ainsi modifiée :
- ⑤ – les mots : « élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation » sont remplacés par les mots : « autres membres du conseil municipal » ;
- ⑥ – sont ajoutés les mots : « actuelles ou passées » ;
- ⑦ c) Le troisième alinéa est ainsi modifié :
- ⑧ – à la première phrase, après la première occurrence du mot : « élu », sont insérés les mots : « ou l'ancien élu » ;
- ⑨ – les trois dernières phrases sont remplacées par quatre phrases ainsi rédigées : « Les membres du conseil municipal en sont informés. La preuve de cette information, accompagnée de la demande, est transmise, dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande, au représentant de l'État dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement, selon les modalités prévues au II de l'article L. 2131-2. L'élu bénéficie de la protection de la commune à compter de la réception de ces documents par le représentant de l'État dans le département ou par son délégué dans l'arrondissement. La commune notifie à l'élu concerné la preuve de cette réception et porte cette information à l'ordre du jour de la séance suivante du conseil municipal. » ;
- ⑩ d à h) (Supprimés)
- ⑪ 2° (Supprimé)
- ⑫ 3° L'article L. 3123-29 est ainsi modifié :
- ⑬ a) (Supprimé)

- 14) *b)* Au premier alinéa, les mots : « , les vice-présidents ou les conseillers départementaux ayant reçu délégation » sont remplacés par les mots : « et les autres membres du conseil départemental » ;
- 15) *b bis)* La première phrase du deuxième alinéa est ainsi modifiée :
- 16) – les mots : « , les vice-présidents, aux conseillers départementaux ayant reçu délégation » sont remplacés par les mots : « et les autres membres du conseil départemental » ;
- 17) – sont ajoutés les mots : « actuelles ou passées » ;
- 18) *c)* Le troisième alinéa est ainsi modifié :
- 19) – à la première phrase, après la première occurrence du mot : « élu », sont insérés les mots : « ou l'ancien élu » ;
- 20) – les trois dernières phrases sont remplacées par quatre phrases ainsi rédigées : « Les membres du conseil départemental en sont informés. La preuve de cette information, accompagnée de la demande, est transmise, dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande, au représentant de l'État dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement, selon les modalités prévues au II de l'article L. 3131-2. L'élu bénéficie de la protection du département à compter de la réception de ces documents par le représentant de l'État dans le département ou par son délégué dans l'arrondissement. Le département notifie à l'élu concerné la preuve de cette réception et porte cette information à l'ordre du jour de la séance suivante du conseil départemental. » ;
- 21) *d)* Avant le dernier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :
- 22) « La protection prévue aux cinq premiers alinéas du présent article est étendue aux conjoints, aux enfants et aux ascendants directs du président du conseil départemental, des vice-présidents et des conseillers départementaux ayant reçu délégation lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.
- 23) « Elle peut être accordée, sur leur demande, aux conjoints, aux enfants et aux ascendants directs du président du conseil départemental, des vice-présidents et des conseillers départementaux ayant reçu délégation qui sont décédés dans l'exercice de leurs fonctions ou du fait de leurs fonctions, en raison des faits à l'origine du décès ou pour des faits commis après le décès mais du fait des fonctions qu'exerçait l'élu décédé. » ;
- 24) *e)* (Supprimé)
- 25) 4° L'article L. 4135-29 est ainsi modifié :
- 26) *a)* (Supprimé)
- 27) *b)* Au premier alinéa, les mots : « , les vice-présidents ou les conseillers régionaux ayant reçu délégation » sont remplacés par les mots : « et les autres membres du conseil départemental » ;
- 28) *b bis)* La première phrase du deuxième alinéa est ainsi modifiée :
- 29) – les mots : « vice-présidents, aux conseillers départementaux ayant reçu délégation » sont remplacés par les mots : « autres membres du conseil départemental » ;
- 30) – sont ajoutés les mots : « actuelles ou passées » ;
- 31) *c)* Le troisième alinéa est ainsi modifié :
- 32) – à la première phrase, après la première occurrence du mot : « élu », sont insérés les mots : « ou l'ancien élu » ;
- 33) – les trois dernières phrases sont remplacées par quatre phrases ainsi rédigées : « Les membres du conseil régional en sont informés. La preuve de cette information, accompagnée de la demande, est transmise, dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande, au représentant de l'État dans la région, selon les modalités prévues au II de l'article L. 4141-2. L'élu bénéficie de la protection de la région à compter de la réception de ces documents par le représentant de l'État dans la région. La région notifie à l'élu concerné la preuve de cette réception et porte cette information à l'ordre du jour de la séance suivante du conseil régional. » ;
- 34) *d)* Avant le dernier alinéa, sont insérés deux alinéas ainsi rédigés :
- 35) « La protection prévue aux premier à cinquième alinéas du présent article est étendue aux conjoints, aux enfants et aux ascendants directs du président du conseil régional, des vice-présidents et des conseillers régionaux ayant reçu délégation lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.
- 36) « Elle peut être accordée, sur leur demande, aux conjoints, aux enfants et aux ascendants directs du président du conseil régional, des vice-présidents et des conseillers régionaux ayant reçu délégation qui sont décédés dans l'exercice de leurs fonctions ou du fait de leurs fonctions, en raison des faits à l'origine du décès ou pour des faits commis après le décès mais du fait des fonctions qu'exerçait l'élu décédé. » ;
- 37) *e)* (Supprimé)
- 38) 5° L'article L. 7125-36 est ainsi modifié :
- 39) *a)* Au premier alinéa, les mots : « , les vice-présidents ou les conseillers ayant reçu délégation » sont remplacés par les mots : « et les autres membres de l'assemblée » ;
- 40) *a bis)* Le deuxième alinéa est ainsi modifié :
- 41) – les mots : « est tenue de protéger le président de l'assemblée de Guyane, les vice-présidents ou les conseillers ayant reçu délégation » sont remplacés par les mots : « accorde sa protection au président de l'assemblée de Guyane, aux autres membres de l'assemblée ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions » ;
- 42) – après le mot : « fonctions », la fin est ainsi rédigée : « actuelles ou passées. Elle répare, le cas échéant, l'intégrité du préjudice qui en a résulté. » ;
- 43) *a ter)* Après le même deuxième alinéa, sont insérés cinq alinéas ainsi rédigés :

- 44 « L'élu ou l'ancien élu adresse une demande de protection au président de l'assemblée de Guyane, ce dernier adressant sa propre demande à tout élu le suppléant ou ayant reçu délégation. Il en est accusé réception. Les conseillers à l'assemblée de Guyane en sont informés. La preuve de cette information, accompagnée de la demande, est transmise, dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande, au représentant de l'État dans la collectivité, selon les modalités prévues au II de l'article L. 4141-2. L'élu bénéficie de la protection de la collectivité à compter de la réception de ces documents par le représentant de l'État dans la collectivité. La collectivité notifie à l'élu concerné la preuve de cette réception et porte cette information à l'ordre du jour de la séance suivante de l'assemblée de Guyane.
- 45 « L'assemblée de Guyane peut retirer ou abroger la décision de protection accordée à l'élu par une délibération motivée prise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'élu bénéficie de la protection de la collectivité, dans les conditions prévues aux articles L. 242-1 à L. 242-5 du code des relations entre le public et l'administration.
- 46 « Par dérogation aux articles L. 7122-9 et L. 7122-10 du présent code, à la demande d'un ou de plusieurs de ses membres, le président de l'assemblée de Guyane est tenu de convoquer l'assemblée dans ce même délai. La convocation est accompagnée d'une note de synthèse.
- 47 « La protection prévue aux cinq premiers alinéas du présent article est étendue aux conjoints, aux enfants et aux ascendants directs du président de l'assemblée de Guyane, des vice-présidents et des conseillers ayant reçu délégation lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.
- 48 « Elle peut être accordée, sur leur demande, aux conjoints, aux enfants et aux ascendants directs du président de l'assemblée de Guyane, des vice-présidents et des conseillers ayant reçu délégation qui sont décédés dans l'exercice de leurs fonctions ou du fait de leurs fonctions, en raison des faits à l'origine du décès ou pour des faits commis après le décès mais du fait des fonctions qu'exerçait l'élu décédé. » ;
- 49 *b) (Supprimé)*
- 50 6° L'article L. 7227-37 est ainsi modifié :
- 51 *a)* Au premier alinéa, les mots : « , les vice-présidents, le président du conseil exécutif et les conseillers exécutifs » sont remplacés par les mots : « et les autres membres de l'assemblée » ;
- 52 *a bis)* Le deuxième alinéa est ainsi modifié :
- 53 – les mots : « est tenue de protéger le président de l'assemblée de Martinique, les vice-présidents, le président du conseil exécutif et les conseillers exécutifs » sont remplacés par les mots : « accorde sa protection au président de l'assemblée de Martinique, aux autres membres de l'assemblée ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions » ;
- 54 – après le mot : « fonctions », la fin est ainsi rédigée : « actuelles ou passées. Elle répare, le cas échéant, l'intégrité du préjudice qui en a résulté. » ;
- 55 *a ter)* Après le même deuxième alinéa, sont insérés cinq alinéas ainsi rédigés :
- 56 « L'élu ou l'ancien élu adresse une demande de protection au président de l'assemblée de Martinique, ce dernier adressant sa propre demande à tout élu le suppléant ou ayant reçu délégation. Il en est accusé réception. Les conseillers à l'assemblée de Martinique en sont informés. La preuve de cette information, accompagnée de la demande, est transmise, dans un délai de dix jours à compter de la réception de la demande, au représentant de l'État dans la collectivité, selon les modalités prévues au II de l'article L. 4141-2. L'élu bénéficie de la protection de la collectivité à compter de la réception de ces documents par le représentant de l'État dans la collectivité. La collectivité notifie à l'élu concerné la preuve de cette réception et porte cette information à l'ordre du jour de la séance suivante de l'assemblée de Martinique.
- 57 « L'assemblée de Martinique peut retirer ou abroger la décision de protection accordée à l'élu par une délibération motivée prise dans un délai de quatre mois à compter de la date à laquelle l'élu bénéficie de la protection de la collectivité, dans les conditions prévues aux articles L. 242-1 à L. 242-5 du code des relations entre le public et l'administration.
- 58 « Par dérogation aux articles L. 7222-9 et L. 7222-10 du présent code, à la demande d'un ou de plusieurs de ses membres, le président de l'assemblée de Martinique est tenu de convoquer l'assemblée dans ce même délai. La convocation est accompagnée d'une note de synthèse.
- 59 « La protection prévue aux cinq premiers alinéas du présent article est étendue aux conjoints, aux enfants et aux ascendants directs du président de l'assemblée de Martinique, des vice-présidents, du président du conseil exécutif et des conseillers exécutifs lorsque, du fait des fonctions de ces derniers, ils sont victimes de menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages.
- 60 « Elle peut être accordée, sur leur demande, aux conjoints, aux enfants et aux ascendants directs du président de l'assemblée de Martinique, des vice-présidents, du président du conseil exécutif et des conseillers exécutifs qui sont décédés dans l'exercice de leurs fonctions ou du fait de leurs fonctions, en raison des faits à l'origine du décès ou pour des faits commis après le décès mais du fait des fonctions qu'exerçait l'élu décédé. » ;
- 61 *b) (Supprimé)*

**Article 20**  
**(Non modifié)**

- 1 Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- 2 1° L'article L. 2123-34 est ainsi modifié :
- 3 *a)* Après le deuxième alinéa, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

- ④ « La commune est également tenue d'accorder sa protection aux personnes mentionnées au deuxième alinéa du présent article qui sont mises en cause pénalement en raison de tels faits et qui ne font pas l'objet des poursuites mentionnées au même deuxième alinéa ou qui font l'objet de mesures alternatives à ces poursuites, dans tous les cas où le code de procédure pénale leur reconnaît le droit à l'assistance d'un avocat. » ;
- ⑤ *b)* À la fin de la première phrase du troisième alinéa, les mots : « deuxième alinéa du présent article » sont remplacés par les mots : « audit deuxième alinéa » ;
- ⑥ 1° *bis* Au second alinéa du I de l'article L. 2335-1, le mot : « troisième » est remplacé par le mot : « quatrième » ;
- ⑦ 2° L'article L. 3123-28 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑧ « Le département est également tenu d'accorder sa protection aux personnes mentionnées au deuxième alinéa du présent article qui sont mises en cause pénalement en raison de tels faits et qui ne font pas l'objet des poursuites mentionnées au même deuxième alinéa ou qui font l'objet de mesures alternatives à ces poursuites, dans tous les cas où le code de procédure pénale leur reconnaît le droit à l'assistance d'un avocat. » ;
- ⑨ 3° L'article L. 4135-28 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑩ « La région est également tenue d'accorder sa protection aux personnes mentionnées au deuxième alinéa du présent article qui sont mises en cause pénalement en raison de tels faits et qui ne font pas l'objet des poursuites mentionnées au même deuxième alinéa ou qui font l'objet de mesures alternatives à ces poursuites, dans tous les cas où le code de procédure pénale leur reconnaît le droit à l'assistance d'un avocat. » ;
- ⑪ 4° L'article L. 7125-35 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑫ « La collectivité territoriale de Guyane est également tenue d'accorder sa protection aux personnes mentionnées au deuxième alinéa du présent article qui sont mises en cause pénalement en raison de tels faits et qui ne font pas l'objet des poursuites mentionnées au même deuxième alinéa ou qui font l'objet de mesures alternatives à ces poursuites, dans tous les cas où le code de procédure pénale leur reconnaît le droit à l'assistance d'un avocat. » ;
- ⑬ 5° L'article L. 7227-36 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑭ « La collectivité territoriale de Martinique est également tenue d'accorder sa protection aux personnes mentionnées au deuxième alinéa du présent article qui sont mises en cause pénalement en raison de tels faits et qui ne font pas l'objet des poursuites mentionnées au même deuxième alinéa ou qui font l'objet de mesures alternatives à ces poursuites, dans tous les cas où le code de procédure pénale leur reconnaît le droit à l'assistance d'un avocat. »
- .....

**Article 22**  
**(Non modifié)**

- ① Le code monétaire et financier est ainsi modifié :
- ② 1° A Après le quatrième alinéa de l'article L. 561-10, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ③ « Les personnes mentionnées à l'article L. 561-2 du présent code adaptent l'intensité et la fréquence de ces mesures de vigilance complémentaires en fonction du profil de risque du client, le cas échéant de son bénéficiaire effectif et du bénéficiaire du contrat d'assurance-vie ou de capitalisation. » ;
- ④ 1° et 2° (*Supprimés*)
- .....

**Article 24 bis**  
**(Non modifié)**

- ① I. – Après le treizième alinéa du I de l'article 11 de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, il est inséré un alinéa ainsi rédigé :
- ② « Les déclarations de situation patrimoniale des personnes mentionnées aux 2° et 3° sont pré-remplies par la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique. »
- ③ II. – Le présent article entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2027.

TITRE III

**SÉCURISER LA FIN DE MANDAT DES ÉLUS LOCAUX**

**Article 25**  
**(Non modifié)**

- ① I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- ② 1° L'article L. 2123-11-1 est ainsi modifié :
- ③ *aa)* Au début, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- ④ « Les membres du conseil municipal peuvent faire valider les acquis de l'expérience liée à l'exercice de leurs fonctions dans les conditions prévues à la sixième partie du code du travail. » ;
- ⑤ *a et b)* (*Supprimés*)
- ⑥ *c)* Le second alinéa est ainsi modifié :
- ⑦ – les mots : « l'intéressé demande » sont remplacés par les mots : « les intéressés demandent » ;
- ⑧ – les mots : « congé de formation prévu par les articles L. 6322-1 à L. 6322-3 » sont remplacés par les mots : « projet de transition professionnelle mentionné aux articles L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 » ;

- 9 – les mots : « bilan de compétences prévu par l'article L. 6322-42 du même » sont remplacés par les mots : « validation des acquis de l'expérience mentionné à l'article L. 6422-1 dudit » ;
- 10 – à la fin, le mot : « congés » est remplacé par le mot : « dispositifs » ;
- 11 2° (*Supprimé*)
- 12 3° L'article L. 3123-9-1 est ainsi modifié :
- 13 a) Au début, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 14 « Les membres du conseil départemental peuvent faire valider les acquis de l'expérience liée à l'exercice de leurs fonctions dans les conditions prévues à la sixième partie du code du travail. » ;
- 15 b) (*Supprimé*)
- 16 c) Le second alinéa est ainsi modifié :
- 17 – les mots : « l'intéressé demande » sont remplacés par les mots : « les intéressés demandent » ;
- 18 – les mots : « congé de formation prévu par les articles L. 6322-1 à L. 6322-3 » sont remplacés par les mots : « projet de transition professionnelle mentionné aux articles L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 » ;
- 19 – les mots : « bilan de compétences prévu par l'article L. 6322-42 du même » sont remplacés par les mots : « validation des acquis de l'expérience mentionné à l'article L. 6422-1 dudit » ;
- 20 – à la fin, le mot : « congés » est remplacé par le mot : « dispositifs » ;
- 21 4° L'article L. 4135-9-1 est ainsi modifié :
- 22 a) Au début, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 23 « Les membres du conseil régional peuvent faire valider les acquis de l'expérience liée à l'exercice de leurs fonctions dans les conditions prévues à la sixième partie du code du travail. » ;
- 24 b) (*Supprimé*)
- 25 c) Le second alinéa est ainsi modifié :
- 26 – les mots : « l'intéressé demande » sont remplacés par les mots : « les intéressés demandent » ;
- 27 – les mots : « congé de formation prévu par les articles L. 6322-1 à L. 6322-3 » sont remplacés par les mots : « projet de transition professionnelle mentionné aux articles L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 » ;
- 28 – les mots : « bilan de compétences prévu par l'article L. 6322-42 du même » sont remplacés par les mots : « validation des acquis de l'expérience mentionné à l'article L. 6422-1 dudit » ;
- 29 – à la fin, le mot : « congés » est remplacé par le mot : « dispositifs » ;
- 30 5° L'article L. 7125-10 est ainsi modifié :
- 31 a) Au début, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 32 « Les membres de l'assemblée de Guyane peuvent faire valider les acquis de l'expérience liée à l'exercice de leurs fonctions dans les conditions prévues à la sixième partie du code du travail. » ;
- 33 b) Le second alinéa est ainsi modifié :
- 34 – les mots : « l'intéressé demande » sont remplacés par les mots : « les intéressés demandent » ;
- 35 – les mots : « congé de formation prévu par les articles L. 6322-1 à L. 6322-3 » sont remplacés par les mots : « projet de transition professionnelle mentionné aux articles L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 » ;
- 36 – les mots : « bilan de compétences prévu à l'article L. 6322-42 » sont remplacés par les mots : « validation des acquis de l'expérience mentionné à l'article L. 6422-1 » ;
- 37 – à la fin, le mot : « congés » est remplacé par le mot : « dispositifs » ;
- 38 6° L'article L. 7227-10 est ainsi modifié :
- 39 a) Au début, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :
- 40 « Les membres du conseil exécutif et de l'assemblée de Martinique peuvent faire valider les acquis de l'expérience liée à l'exercice de leurs fonctions dans les conditions prévues à la sixième partie du code du travail. » ;
- 41 b) Le second alinéa est ainsi modifié :
- 42 – les mots : « l'intéressé demande » sont remplacés par les mots : « les intéressés demandent » ;
- 43 – les mots : « congé de formation prévu par les articles L. 6322-1 à L. 6322-3 » sont remplacés par les mots : « projet de transition professionnelle mentionné aux articles L. 6323-17-1 à L. 6323-17-6 » ;
- 44 – les mots : « bilan de compétences prévu à l'article L. 6322-42 » sont remplacés par les mots : « validation des acquis de l'expérience mentionné à l'article L. 6422-1 » ;
- 45 – à la fin, le mot : « congés » est remplacé par le mot : « dispositifs » .
- 46 II. – Le chapitre II du titre I<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> de la sixième partie du code du travail est complété par une section 4 ainsi rédigée :
- 47 « Section 4
- 48 « Égalité d'accès des salariés titulaires d'un mandat électif local
- 49 « Art. L. 6112-5. – Il est établi une liste des compétences correspondant à l'exercice d'un mandat électif local. Après avis de la commission de France compétences chargée de la certification professionnelle, ces compétences font l'objet d'une certification inscrite au répertoire spécifique mentionné à l'article L. 6113-6. La certification est enregistrée en blocs de compétences qui

permettent d'obtenir des dispenses dans le cadre notamment d'une démarche de validation des acquis de l'expérience permettant, le cas échéant, l'obtention d'une autre certification.

- 50 « Un recensement des certifications ou des parties de certification comportant ces compétences et enregistrées au répertoire national des certifications professionnelles est annexé à la liste mentionnée au premier alinéa du présent article.
- 51 « Les conditions d'application du présent article sont fixées par voie réglementaire. »

### Article 26 (Non modifié)

- 1 I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :
- 2 1° À la fin de la deuxième phrase du premier alinéa de l'article L. 1621-2, les mots : « la Caisse des dépôts et consignations » sont remplacés par les mots : « l'opérateur France Travail » ;
- 3 1° *bis* (Supprimé)
- 4 2° L'article L. 2123-11-2 est ainsi modifié :
- 5 a) Au premier alinéa, les mots : « d'une commune de 1 000 habitants au moins » et les mots : « dans une commune de 10 000 habitants au moins » sont supprimés ;
- 6 b) Au quatrième alinéa, le taux : « 80 % » est remplacé par le taux : « 100 % » ;
- 7 c) Le cinquième alinéa est ainsi modifié :
- 8 – à la première phrase, les mots : « d'un an » sont remplacés par les mots : « de deux ans » ;
- 9 – à la dernière phrase, le mot : « septième » est remplacé par le mot : « treizième » et, à la fin, les mots : « est au plus égal à 40 % » sont remplacés par les mots : « du présent article est au plus égal à 80 % » ;
- 10 d) Le dernier alinéa est ainsi rédigé :
- 11 « Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article, notamment les conditions dans lesquelles les élus locaux mentionnés au premier alinéa sont informés de leur droit de bénéficier de cette allocation. » ;
- 12 3° La sous-section 3 de la section 1 du chapitre III du titre II du livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie est complétée par un article L. 2123-11-3 ainsi rédigé :
- 13 « Art. L. 2123-11-3. – L'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail propose un contrat de sécurisation de l'engagement aux bénéficiaires de l'allocation différentielle de fin de mandat mentionnée à l'article L. 2123-11-2 du présent code.

- 14 « Ce contrat a pour objet l'organisation et le déroulement d'un parcours d'amélioration des revenus professionnels ou de retour à l'emploi, le cas échéant au moyen d'une reconversion ou d'une création ou d'une reprise d'entreprise.
- 15 « Le parcours mentionné au deuxième alinéa du présent article comprend les éléments suivants :
- 16 « 1° Une première phase de prébilan, d'évaluation des compétences et d'orientation professionnelle en vue de l'élaboration d'un projet professionnel. Ce projet tient compte, au plan territorial, de l'évolution des métiers et de la situation du marché du travail ;
- 17 « 2° Une seconde phase articulée autour de périodes de formation et de travail, au cours de laquelle l'ancien élu local bénéficie de mesures d'accompagnement, notamment d'appui au projet professionnel, mises en œuvre sous la responsabilité de l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail.
- 18 « Les mesures d'accompagnement mentionnées au 2° du présent article peuvent être financées, en partie, par l'ancien élu local au titre de son compte personnel de formation ou du droit individuel à la formation découlant de l'article L. 2123-12-1.
- 19 « Les modalités de mise en œuvre du présent article, en particulier les formalités afférentes à l'adhésion au contrat et à sa rupture éventuelle à l'initiative de l'un des signataires, la durée maximale du parcours, le contenu des mesures d'accompagnement ainsi que les conditions d'intervention des organismes chargés du service public de l'emploi, sont précisées par décret en Conseil d'État. » ;
- 20 3° *bis* L'article L. 3123-9-2 est ainsi modifié :
- 21 a) Au quatrième alinéa, le taux : « 80 % » est remplacé par le taux : « 100 % » ;
- 22 b) Le cinquième alinéa est ainsi modifié :
- 23 – à la première phrase, les mots : « d'un an » sont remplacés par les mots : « de deux ans » ;
- 24 – à la dernière phrase, le mot : « septième » est remplacé par le mot : « treizième » et, à la fin, les mots : « est au plus égal à 40 % » sont remplacés par les mots : « du présent article est au plus égal à 80 % » ;
- 25 c) Le dernier alinéa est ainsi rédigé :
- 26 « Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article, notamment les conditions dans lesquelles les élus locaux mentionnés au premier alinéa sont informés de leur droit de bénéficier de cette allocation. » ;
- 27 4° La sous-section 3 de la section 1 du chapitre III du titre II du livre I<sup>er</sup> de la troisième partie est complétée par un article L. 3123-9-3 ainsi rédigé :
- 28 « Art. L. 3123-9-3. – L'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail propose un contrat de sécurisation de l'engagement aux bénéficiaires de l'allocation différentielle de fin de mandat mentionnée à l'article L. 3123-9-2 du présent code.

- 29 « Ce contrat a pour objet l'organisation et le déroulement d'un parcours d'amélioration des revenus professionnels ou de retour à l'emploi, le cas échéant au moyen d'une reconversion ou d'une création ou d'une reprise d'entreprise.
- 30 « Le parcours mentionné au deuxième alinéa du présent article comprend les éléments suivants :
- 31 « 1° Une première phase de prébilan, d'évaluation des compétences et d'orientation professionnelle en vue de l'élaboration d'un projet professionnel. Ce projet tient compte, au plan territorial, de l'évolution des métiers et de la situation du marché du travail ;
- 32 « 2° Une seconde phase articulée autour de périodes de formation et de travail, au cours de laquelle l'ancien élu local bénéficie de mesures d'accompagnement, notamment d'appui au projet professionnel, mises en œuvre sous la responsabilité de l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail.
- 33 « Les mesures d'accompagnement mentionnées au 2° du présent article peuvent être financées, en partie, par l'ancien élu local au titre de son compte personnel de formation ou du droit individuel à la formation découlant de l'article L. 3123-10-1 du présent code.
- 34 « Les modalités de mise en œuvre du présent article, en particulier les formalités afférentes à l'adhésion au contrat et à sa rupture éventuelle à l'initiative de l'un des signataires, la durée maximale du parcours, le contenu des mesures d'accompagnement ainsi que les conditions d'intervention des organismes chargés du service public de l'emploi, sont précisées par décret en Conseil d'État. » ;
- 35 4° *bis* L'article L. 4135-9-2 est ainsi modifié :
- 36 a) Au quatrième alinéa, le taux : « 80 % » est remplacé par le taux : « 100 % » ;
- 37 b) Le cinquième alinéa est ainsi modifié :
- 38 – à la première phrase, les mots : « d'un an » sont remplacés par les mots : « de deux ans » ;
- 39 – à la dernière phrase, le mot : « septième » est remplacé par le mot : « treizième » et, à la fin, les mots : « est au plus égal à 40 % » sont remplacés par les mots : « du présent article est au plus égal à 80 % » ;
- 40 c) Le dernier alinéa est ainsi rédigé :
- 41 « Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article, notamment les conditions dans lesquelles les élus locaux mentionnés au premier alinéa sont informés de leur droit de bénéficier de cette allocation. » ;
- 42 5° La sous-section 3 de la section 1 du chapitre V du titre III du livre I<sup>er</sup> de la quatrième partie est complétée par un article L. 4135-9-3 ainsi rédigé :
- 43 « *Art. L. 4135-9-3.* – L'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail propose un contrat de sécurisation de l'engagement aux bénéficiaires de l'allocation différentielle de fin de mandat mentionnée à l'article L. 4135-9-2 du présent code.
- 44 « Ce contrat a pour objet l'organisation et le déroulement d'un parcours d'amélioration des revenus professionnels ou de retour à l'emploi, le cas échéant au moyen d'une reconversion ou d'une création ou d'une reprise d'entreprise.
- 45 « Le parcours mentionné au deuxième alinéa du présent article comprend les éléments suivants :
- 46 « 1° Une première phase de prébilan, d'évaluation des compétences et d'orientation professionnelle en vue de l'élaboration d'un projet professionnel. Ce projet tient compte, au plan territorial, de l'évolution des métiers et de la situation du marché du travail ;
- 47 « 2° Une seconde phase articulée autour de périodes de formation et de travail, au cours de laquelle l'ancien élu local bénéficie de mesures d'accompagnement, notamment d'appui au projet professionnel, mises en œuvre sous la responsabilité de l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail.
- 48 « Les mesures d'accompagnement mentionnées au 2° du présent article peuvent être financées, en partie, par l'ancien élu local au titre de son compte personnel de formation ou du droit individuel à la formation découlant de l'article L. 4135-10-1 du présent code.
- 49 « Les modalités de mise en œuvre du présent article, en particulier les formalités afférentes à l'adhésion au contrat et à sa rupture éventuelle à l'initiative de l'un des signataires, la durée maximale du parcours, le contenu des mesures d'accompagnement ainsi que les conditions d'intervention des organismes chargés du service public de l'emploi, sont précisées par décret en Conseil d'État. » ;
- 50 6° Les articles L. 7125-11 et L. 7227-11 sont ainsi modifiés :
- 51 a) Au quatrième alinéa, le taux : « 80 % » est remplacé par le taux : « 100 % » ;
- 52 b) Le cinquième alinéa est ainsi modifié :
- 53 – à la première phrase, les mots : « d'un an » sont remplacés par les mots : « de deux ans » ;
- 54 – à la dernière phrase, le mot : « septième » est remplacé par le mot : « treizième » et, à la fin, les mots : « est au plus égal à 40 % » sont remplacés par les mots : « du présent article est au plus égal à 80 % » ;
- 55 c) Le dernier alinéa est ainsi rédigé :
- 56 « Un décret en Conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article, notamment les conditions dans lesquelles les élus locaux mentionnés au premier alinéa sont informés de leur droit de bénéficier de cette allocation. »
- 57 II. – Le 1° du I entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2027.

**Article 27**  
**(Non modifié)**

- 1 I. – Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

- ② 1° (*Supprimé*)
- ③ 2° La sous-section 3 de la section 1 du chapitre III du titre II du livre I<sup>er</sup> de la deuxième partie est complétée par un article L. 2123-11-4 ainsi rédigé :
- ④ « *Art. L. 2123-11-4.* – Les salariés qui ont exercé un mandat de conseiller municipal bénéficient, pour le calcul des droits à l'allocation d'assurance prévue au titre II du livre IV de la cinquième partie du code du travail, des adaptations suivantes :
- ⑤ « 1° La durée cumulée des crédits d'heures utilisés par l'élu en application de l'article L. 2123-2 du présent code au cours de son mandat est prise en compte dans le calcul de la durée d'affiliation ouvrant droit au revenu de remplacement ;
- ⑥ « 2° Les indemnités de fonction perçues par l'élu au titre de sa dernière fonction élective sont prises en compte dans le calcul de la rémunération de référence utilisée pour la fixation du montant du revenu de remplacement.
- ⑦ « Le versement des droits acquis en application des 1° et 2° du présent article est assuré par le fonds prévu à l'article L. 1621-2, dans les mêmes conditions que celui de l'allocation différentielle de fin de mandat prévue à l'article L. 2123-11-2. »
- ⑧ II. – Le code du travail est ainsi modifié :
- ⑨ 1° Au second alinéa des articles L. 1234-8 et L. 1234-11, après le mot : « Toutefois, », sont insérés les mots : « à l'exception de la période de suspension du contrat de travail des élus locaux mentionnés au premier alinéa de l'article L. 3142-88, » ;
- ⑩ 2° L'article L. 3141-5 est complété par un 8° ainsi rédigé :
- ⑪ « 8° Les périodes, dans les limites fixées au dernier alinéa de l'article L. 3142-88, pendant lesquelles l'exécution du contrat de travail est suspendue pour cause d'exercice d'un mandat électif local dans les conditions prévues aux articles L. 3142-83 à L. 3142-87. » ;
- ⑫ 3° L'article L. 3142-88 est complété par un alinéa ainsi rédigé :
- ⑬ « La durée de la période de suspension du contrat de travail d'un élu local mentionné au premier alinéa du présent article est assimilée, dans la limite de

deux mandats consécutifs, à une période de travail effectif pour la détermination de la durée des congés payés ainsi que pour les avantages légaux ou conventionnels acquis par cet élu local au titre de son ancienneté dans l'entreprise. Elle entre en compte, dans la même limite, dans le calcul de l'ancienneté exigée pour la détermination de la durée du préavis de licenciement prévue aux 2° et 3° de l'article L. 1234-1 et pour le bénéfice de l'indemnité de licenciement mentionnée à l'article L. 1234-9. »

.....

## TITRE IV

### DISPOSITIONS FINALES

#### Article 30 (*Suppression maintenue*)

.....

#### Articles 32 à 40 (*Suppression maintenue*)

---



---

## Annexes

### DÉPÔT DE RAPPORTS EN APPLICATION DE LOIS

Mme la présidente de l'Assemblée nationale a reçu, le 8 décembre 2025, de M. le premier ministre, en application de l'article 67 de la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 de simplification du droit, le rapport du Gouvernement au Parlement relatif à la mise en application de la loi n° 2025-415 du 13 mai 2025 visant à réduire et à encadrer les frais bancaires sur succession.

Mme la présidente de l'Assemblée nationale a reçu, le 8 décembre 2025, de M. le premier ministre, en application de l'article 218 de la loi n° 2019-1479 du 28 décembre 2019 de finances pour 2020, le rapport d'exécution des contrats d'objectifs et de moyens ou des contrats d'objectifs et de performance des opérateurs de l'action extérieure de l'État.

Mme la présidente de l'Assemblée nationale a reçu, le 8 décembre, de M. le premier ministre, en application de l'article 109 de la loi n° 2016-1917 du 29 décembre 2016 de finances pour 2017, rapport pour l'année 2024 relatif à l'application du dispositif d'indemnisation prévu à l'article L. 10 0 AC du livre des procédures fiscales (LPF).

## ANALYSE DES SCRUTINS

### Scrutin public n° 4665

sur l'amendement n° 9 de Mme Elisa Martin de suppression de l'article 8 A de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . .	95
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	90
Majorité absolue : . . . . .	46
Pour l'adoption : . . . . .	11
Contre : . . . . .	79

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

#### Groupe Rassemblement national (123)

*Contre* : 14

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Contre* : 22

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)

*Pour* : 10

Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Élise Leboucher, Mme Nathalie Oziol et Mme Anne Stambach-Terreoir.

*Contre* : 3

M. Bérenger Cernon, Mme Mathilde Hignet et Mme Élisabeth Martin.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Contre* : 10

Mme Marie-José Allemand, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Contre* : 6

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin et M. Guillaume Lepers.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Abstention* : 5

M. Pouria Amirshahi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Contre* : 5

Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Contre* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Laurent Marcangeli, M. Jean Moullière et M. Christophe Plassard.

#### Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

*Contre* : 6

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Stéphane Viry.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Contre* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### Non inscrits (9)

*Contre* : 2

Mme Véronique Besse et M. Philippe Bonnacarrère.

**MISES AU POINT****(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée nationale)**

Mme Mathilde Hignet et Mme Élixa Martin ont fait savoir qu'elles avaient voulu « voter pour ».

**Scrutin public n° 4666**

sur l'amendement n° 10 de M. Bilongo à l'article 8 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . . 96  
 Nombre de suffrages exprimés : . . . . . 94  
 Majorité absolue : . . . . . 48  
 Pour l'adoption : . . . . . 14  
 Contre : . . . . . 80

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

**Groupe Rassemblement national (123)**

*Contre* : 14

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

**Groupe Ensemble pour la République (91)**

*Contre* : 22

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

**Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)**

*Pour* : 14

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élixa Leboucher, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol et Mme Anne Stambach-Terrenoir.

**Groupe Socialistes et apparentés (69)**

*Contre* : 10

Mme Marie-José Allemand, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

**Groupe Droite républicaine (49)**

*Contre* : 6

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin et M. Guillaume Lepers.

**Groupe Écologiste et social (38)**

*Contre* : 3

M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave et M. Sébastien Peytavie.

*Abstention* : 2

M. Pouria Amirshahi et Mme Catherine Hervieu.

**Groupe Les Démocrates (36)**

*Contre* : 5

Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

**Groupe Horizons & indépendants (34)**

*Contre* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Laurent Marcangeli, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**

*Contre* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand, M. Christophe Naegelen et M. Stéphane Viry.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)****Groupe Union des droites pour la République (16)**

*Contre* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

**Non inscrits (9)**

*Contre* : 2

Mme Véronique Besse et M. Philippe Bonnacarrère.

**Scrutin public n° 4667**

sur l'article 8 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . . 99  
 Nombre de suffrages exprimés : . . . . . 99  
 Majorité absolue : . . . . . 50  
 Pour l'adoption : . . . . . 99  
 Contre : . . . . . 0

L'Assemblée nationale a adopté.

**Groupe Rassemblement national (123)**

*Pour* : 14

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

**Groupe Ensemble pour la République (91)**

*Pour* : 23

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Guillaume Gouffier Valente,

M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Sylvain Maillard, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)**

*Pour* : 14

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol et Mme Anne Stambach-Terrenoir.

#### **Groupe Socialistes et apparentés (69)**

*Pour* : 10

Mme Marie-José Allemand, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

#### **Groupe Droite républicaine (49)**

*Pour* : 6

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin et M. Guillaume Lepers.

#### **Groupe Écologiste et social (38)**

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### **Groupe Les Démocrates (36)**

*Pour* : 5

Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### **Groupe Horizons & indépendants (34)**

*Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Laurent Marcangeli, M. Jean Moullière et M. Christophe Plassard.

#### **Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand, M. Christophe Naegelen et M. Stéphane Viry.

#### **Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)**

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### **Groupe Union des droites pour la République (16)**

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### **Non inscrits (9)**

*Pour* : 2

Mme Véronique Besse et M. Philippe Bonnacarrère.

### **Scrutin public n° 4668**

sur l'article 9 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . . 99

Nombre de suffrages exprimés : . . . . . 99

Majorité absolue : . . . . . 50

Pour l'adoption : . . . . . 99

Contre : . . . . . 0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### **Groupe Rassemblement national (123)**

*Pour* : 14

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

#### **Groupe Ensemble pour la République (91)**

*Pour* : 23

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Sylvain Maillard, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)**

*Pour* : 14

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol et Mme Anne Stambach-Terrenoir.

#### **Groupe Socialistes et apparentés (69)**

*Pour* : 10

Mme Marie-José Allemand, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

#### **Groupe Droite républicaine (49)**

*Pour* : 6

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin et M. Guillaume Lepers.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Pour* : 5

Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Laurent Marcangeli, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand, M. Christophe Naegelen et M. Stéphane Viry.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### Non inscrits (9)

*Pour* : 2

Mme Véronique Besse et M. Philippe Bonnacarrère.

### Scrutin public n° 4669

sur l'article 9 bis de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . .	99
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	99
Majorité absolue : . . . . .	50
Pour l'adoption : . . . . .	99
Contre : . . . . .	0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### Groupe Rassemblement national (123)

*Pour* : 14

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Pour* : 23

M. Picyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Sylvain Maillard, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)

*Pour* : 14

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Éliisa Martin, Mme Nathalie Oziol et Mme Anne Stambach-Terreoir.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Pour* : 10

Mme Marie-José Allemand, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Pour* : 6

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin et M. Guillaume Lepers.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Pour* : 5

Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Laurent Marcangeli, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand, M. Christophe Naegelen et M. Stéphane Viry.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### Non inscrits (9)

*Pour* : 2

Mme Véronique Besse et M. Philippe Bonnecarrère.

### Scrutin public n° 4670

*sur l'amendement n° 11 de Mme Elisa Martin et l'amendement identique suivant de suppression de l'article 10 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).*

Nombre de votants : .....	103
Nombre de suffrages exprimés : .....	102
Majorité absolue : .....	52
<i>Pour</i> l'adoption : .....	15
<i>Contre</i> : .....	87

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

#### Groupe Rassemblement national (123)

*Contre* : 16

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Contre* : 22

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danièle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)

*Pour* : 15

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol et Mme Anne Stambach-Terreiroir.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Contre* : 11

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Contre* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Contre* : 4

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Steevy Gustave et Mme Catherine Hervieu.

*Abstention* : 1

M. Sébastien Peytavie.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Contre* : 6

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Contre* : 8

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

*Contre* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand, M. Christophe Naegelen et M. Stéphane Viry.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Contre* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### Non inscrits (9)

*Contre* : 3

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère et M. Daniel Grenon.

### Scrutin public n° 4671

*sur l'article 10 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).*

Nombre de votants : .....	102
Nombre de suffrages exprimés : .....	101
Majorité absolue : .....	51
<i>Pour</i> l'adoption : .....	87
<i>Contre</i> : .....	14

L'Assemblée nationale a adopté.

**Groupe Rassemblement national (123)***Pour* : 15

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet et M. Emeric Salmon.

*Abstention* : 1

M. Julien Rancoule.

**Groupe Ensemble pour la République (91)***Pour* : 23

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Sylvain Maillard, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

**Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)***Contre* : 14

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, M. Bérenger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol et Mme Anne Stambach-Terrenoir.

**Groupe Socialistes et apparentés (69)***Pour* : 11

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sothier.

**Groupe Droite républicaine (49)***Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

**Groupe Écologiste et social (38)***Pour* : 4

Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave et M. Sébastien Peytavie.

**Groupe Les Démocrates (36)***Pour* : 6

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

**Groupe Horizons & indépendants (34)***Pour* : 8

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)***Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand, M. Christophe Naegelen et M. Stéphane Viry.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)****Groupe Union des droites pour la République (16)***Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

**Non inscrits (9)***Pour* : 3

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnacarrère et M. Daniel Grenon.

**Scrutin public n° 4672**

sur l'article 11 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : .....	108
Nombre de suffrages exprimés : .....	107
Majorité absolue : .....	54
Pour l'adoption : .....	106
Contre : .....	1

L'Assemblée nationale a adopté.

**Groupe Rassemblement national (123)***Pour* : 16

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

**Groupe Ensemble pour la République (91)***Pour* : 22

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Contre* : 1

M. Christophe Mongardien.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

**Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)***Pour* : 15

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol et Mme Anne Stambach-Terreirois.

**Groupe Socialistes et apparentés (69)***Pour* : 12

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

**Groupe Droite républicaine (49)***Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnard, M. Lionel Duparoy, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taïte et M. Nicolas Tryzna.

**Groupe Écologiste et social (38)***Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

**Groupe Les Démocrates (36)***Pour* : 6

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

**Groupe Horizons & indépendants (34)***Pour* : 8

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)***Pour* : 8

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand, M. Christophe Naegelen et M. Stéphane Viry.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)***Abstention* : 1

M. Stéphane Peu.

**Groupe Union des droites pour la République (16)***Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginy.

**Non inscrits (9)***Pour* : 3

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère et M. Daniel Grenon.

**Scrutin public n° 4673**

sur l'article 11 bis de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : .....110

Nombre de suffrages exprimés : .....110

Majorité absolue : ..... 56

Pour l'adoption : ..... 109

Contre : ..... 1

L'Assemblée nationale a adopté.

**Groupe Rassemblement national (123)***Pour* : 17

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

**Groupe Ensemble pour la République (91)***Pour* : 23

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Sylvain Maillard, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Contre* : 1

M. Charles Sitzenstuhl.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

**Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)***Pour* : 15

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol et Mme Anne Stambach-Terreirois.

**Groupe Socialistes et apparentés (69)***Pour* : 12

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

**Groupe Droite républicaine (49)***Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Pour* : 6

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Pour* : 8

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

*Pour* : 8

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand, M. Christophe Naegelen et M. Stéphane Viry.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### Non inscrits (9)

*Pour* : 3

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère et M. Daniel Grenon.

### Scrutin public n° 4674

sur l'article 12 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . .	109
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	109
Majorité absolue : . . . . .	55
Pour l'adoption : . . . . .	109
Contre : . . . . .	0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### Groupe Rassemblement national (123)

*Pour* : 17

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe

Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Pour* : 24

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)

*Pour* : 15

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bénéger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol et Mme Anne Stambach-Terrenoir.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Pour* : 12

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Pour* : 5

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Pour* : 6

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Pour* : 8

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)***Pour* : 8

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand, M. Christophe Naegelen et M. Stéphane Viry.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)***Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

**Groupe Union des droites pour la République (16)***Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

**Non inscrits (9)***Pour* : 3

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère et M. Daniel Grenon.

**Scrutin public n° 4675**

sur l'article 13 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : .....	107
Nombre de suffrages exprimés : .....	107
Majorité absolue : .....	54
Pour l'adoption : .....	107
Contre : .....	0

L'Assemblée nationale a adopté.

**Groupe Rassemblement national (123)***Pour* : 16

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

**Groupe Ensemble pour la République (91)***Pour* : 24

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

**Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)***Pour* : 16

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde

Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot et Mme Anne Stambach-Terrenoir.

**Groupe Socialistes et apparentés (69)***Pour* : 11

Mme Marie-José Allemand, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

**Groupe Droite républicaine (49)***Pour* : 7

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers et M. Nicolas Tryzna.

**Groupe Écologiste et social (38)***Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

**Groupe Les Démocrates (36)***Pour* : 6

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

**Groupe Horizons & indépendants (34)***Pour* : 8

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)***Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Stéphane Viry.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)***Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

**Groupe Union des droites pour la République (16)***Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

**Non inscrits (9)***Pour* : 3

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère et M. Daniel Grenon.

**Scrutin public n° 4676**

sur l'article 15 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . . 109  
 Nombre de suffrages exprimés : . . . . . 109  
 Majorité absolue : . . . . . 55  
 Pour l'adoption : . . . . . 109  
 Contre : . . . . . 0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### Groupe Rassemblement national (123)

*Pour* : 17

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Pour* : 24

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenzstühl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)

*Pour* : 16

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot et Mme Anne Stambach-Terreiro.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Pour* : 12

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Pour* : 7

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnavard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers et M. Nicolas Tryzna.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Pour* : 6

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Pour* : 8

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### Non inscrits (9)

*Pour* : 3

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère et M. Daniel Grenon.

### Scrutin public n° 4677

sur l'article 15 bis de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . . 107  
 Nombre de suffrages exprimés : . . . . . 107  
 Majorité absolue : . . . . . 54  
 Pour l'adoption : . . . . . 107  
 Contre : . . . . . 0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### Groupe Rassemblement national (123)

*Pour* : 15

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Pour* : 24

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher,

Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)**

*Pour* : 16

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot et Mme Anne Stambach-Terrenoir.

#### **Groupe Socialistes et apparentés (69)**

*Pour* : 12

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

#### **Groupe Droite républicaine (49)**

*Pour* : 7

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers et M. Nicolas Tryzna.

#### **Groupe Écologiste et social (38)**

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### **Groupe Les Démocrates (36)**

*Pour* : 6

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### **Groupe Horizons & indépendants (34)**

*Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Jean Moullière et M. Christophe Plassard.

#### **Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### **Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)**

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### **Groupe Union des droites pour la République (16)**

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### **Non inscrits (9)**

*Pour* : 2

M. Philippe Bonnacarrère et M. Daniel Grenon.

### **Scrutin public n° 4678**

sur l'article 16 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : .....108

Nombre de suffrages exprimés : .....108

Majorité absolue : ..... 55

Pour l'adoption : ..... 108

Contre : ..... 0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### **Groupe Rassemblement national (123)**

*Pour* : 16

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule et M. Emeric Salmon.

#### **Groupe Ensemble pour la République (91)**

*Pour* : 24

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)**

*Pour* : 15

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, M. Bérenger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot et Mme Anne Stambach-Terrenoir.

#### **Groupe Socialistes et apparentés (69)**

*Pour* : 12

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

**Groupe Droite républicaine (49)***Pour* : 7

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers et M. Nicolas Tryzna.

**Groupe Écologiste et social (38)***Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

**Groupe Les Démocrates (36)***Pour* : 6

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

**Groupe Horizons & indépendants (34)***Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)***Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)***Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

**Groupe Union des droites pour la République (16)***Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

**Non inscrits (9)***Pour* : 3

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère et M. Daniel Grenon.

**Scrutin public n° 4679**

sur l'article 17 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . .	110
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	94
Majorité absolue : . . . . .	48
Pour l'adoption : . . . . .	94
Contre : . . . . .	0

L'Assemblée nationale a adopté.

**Groupe Rassemblement national (123)***Pour* : 18

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert,

Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

**Groupe Ensemble pour la République (91)***Pour* : 24

M. Pieyre-Alexandre Anglade, M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Guillaume Gouffier Valente, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Véronique Riotton, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

**Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)***Abstention* : 16

Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terreiroir et Mme Aurélie Trouvé.

**Groupe Socialistes et apparentés (69)***Pour* : 12

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

**Groupe Droite républicaine (49)***Pour* : 7

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers et M. Nicolas Tryzna.

**Groupe Écologiste et social (38)***Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

**Groupe Les Démocrates (36)***Pour* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

**Groupe Horizons & indépendants (34)***Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### **Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### **Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)**

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### **Groupe Union des droites pour la République (16)**

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### **Non inscrits (9)**

*Pour* : 3

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnacarrère et M. Daniel Grenon.

### **Scrutin public n° 4680**

*sur l'amendement n° 14 de Mme Elisa Martin et l'amendement identique suivant de suppression de l'article 18 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).*

Nombre de votants : .....	115
Nombre de suffrages exprimés : .....	110
Majorité absolue : .....	56
Pour l'adoption : .....	22
Contre : .....	88

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

#### **Groupe Rassemblement national (123)**

*Contre* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

#### **Groupe Ensemble pour la République (91)**

*Pour* : 1

M. Jean-Luc Fugit.

*Contre* : 19

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)**

*Pour* : 20

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, M. Manuel Bompard, M. Idir Boumertit, Mme Gabrielle Cathala, M. Béranger Cernon, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Murielle Lepvraud, Mme Éliisa Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terre noir et Mme Aurélie Trouvé.

#### **Groupe Socialistes et apparentés (69)**

*Contre* : 14

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Dominique Potier, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

#### **Groupe Droite républicaine (49)**

*Contre* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### **Groupe Écologiste et social (38)**

*Contre* : 1

M. Steevy Gustave.

*Abstention* : 5

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### **Groupe Les Démocrates (36)**

*Contre* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### **Groupe Horizons & indépendants (34)**

*Contre* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### **Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**

*Contre* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### **Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)**

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### **Groupe Union des droites pour la République (16)**

*Contre* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

**Non inscrits (9)***Contre* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

**MISES AU POINT****(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée nationale)**

M. Éric Coquerel a fait savoir qu'il avait voulu « voter pour ».  
M. Manuel Bompard n'a pas pris part au scrutin.

**Scrutin public n° 4681**

sur l'article 18 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . .	117
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	116
Majorité absolue : . . . . .	59
Pour l'adoption : . . . . .	94
Contre : . . . . .	22

L'Assemblée nationale a adopté.

**Groupe Rassemblement national (123)***Pour* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

**Groupe Ensemble pour la République (91)***Pour* : 21

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

**Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)***Contre* : 22

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Rodrigo Arenas, M. Christophe Bex, M. Manuel Bompard, M. Idir Boumertit, Mme Gabrielle Cathala, M. Béranger Cernon, M. Éric Coquerel, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Murielle Lepvraud, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terreiroir et Mme Aurélie Trouvé.

**Groupe Socialistes et apparentés (69)***Pour* : 14

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Dominique Potier, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago et M. Thierry Sother.

**Groupe Droite républicaine (49)***Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

**Groupe Écologiste et social (38)***Pour* : 5

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

*Abstention* : 1

M. Emmanuel Duplessy.

**Groupe Les Démocrates (36)***Pour* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

**Groupe Horizons & indépendants (34)***Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)***Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)****Groupe Union des droites pour la République (16)***Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

**Non inscrits (9)***Pour* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

**MISES AU POINT****(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée nationale)**

M. Manuel Bompard n'a pas pris part au scrutin.

**Scrutin public n° 4682**

sur l'amendement n° 15 de Mme Elisa Martin de suppression de l'article 18 bis A de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . .	111
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	107
Majorité absolue : . . . . .	54
Pour l'adoption : . . . . .	18
Contre : . . . . .	89

L'Assemblée nationale n'a pas adopté.

#### **Groupe Rassemblement national (123)**

*Contre* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

#### **Groupe Ensemble pour la République (91)**

*Contre* : 21

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuh, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)**

*Pour* : 16

Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, M. Bérenger Cernon, M. Éric Coquerel, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Murielle Lepvraud, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terrenoir et Mme Aurélie Trouvé.

*Contre* : 2

Mme Nadège Abomangoli et M. Jean-François Coulomme.

#### **Groupe Socialistes et apparentés (69)**

*Pour* : 2

M. Pierre Pribetich et Mme Isabelle Santiago.

*Contre* : 11

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, Mme Valérie Rossi, M. Hervé Saulignac et M. Thierry Sother.

#### **Groupe Droite républicaine (49)**

*Contre* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### **Groupe Écologiste et social (38)**

*Contre* : 1

M. Steevy Gustave.

*Abstention* : 4

M. Pouria Amirshahi, M. Emmanuel Duplessy, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### **Groupe Les Démocrates (36)**

*Contre* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### **Groupe Horizons & indépendants (34)**

*Contre* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### **Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**

*Contre* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### **Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)**

#### **Groupe Union des droites pour la République (16)**

*Contre* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### **Non inscrits (9)**

*Contre* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnacarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

### **MISES AU POINT**

#### **(Sous réserve des dispositions de l'article 68, alinéa 4, du règlement de l'Assemblée nationale)**

Mme Nadège Abomangoli a fait savoir qu'elle avait voulu « voter pour ».

### **Scrutin public n° 4683**

sur l'article 18 bis A de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . .	112
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	112
Majorité absolue : . . . . .	57
Pour l'adoption : . . . . .	94
Contre : . . . . .	18

L'Assemblée nationale a adopté.

#### **Groupe Rassemblement national (123)**

*Pour* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe

Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Pour* : 21

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)

*Contre* : 18

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, M. Bérenger Cernon, M. Éric Coquerel, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Murielle Lepvrard, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terreiro et Mme Aurélie Trouvé.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Pour* : 13

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago, M. Hervé Saulignac et M. Thierry Sother.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnavard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Pour* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

*Pour* : 6

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### Non inscrits (9)

*Pour* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnacarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

### Scrutin public n° 4684

sur l'article 19 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . . 114

Nombre de suffrages exprimés : . . . . . 114

Majorité absolue : . . . . . 58

Pour l'adoption : . . . . . 114

Contre : . . . . . 0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### Groupe Rassemblement national (123)

*Pour* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Pour* : 21

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)

*Pour* : 21

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Rodrigo Arenas, M. Christophe Bex, M. Idir Boumertit, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Éric Coquerel, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Murielle Lepvraud, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terreñoir et Mme Aurélie Trouvé.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Pour* : 12

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago, M. Hervé Saulignac et M. Thierry Sothér.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Pour* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Pour* : 8

M. Thierry Benoit, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriet, Mme Lise Magnier, M. Jean Moullière et M. Christophe Plassard.

#### Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginy.

#### Non inscrits (9)

*Pour* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

### Scrutin public n° 4685

sur l'article 20 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : .....116

Nombre de suffrages exprimés : .....116

Majorité absolue : ..... 59

Pour l'adoption : ..... 116

Contre : ..... 0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### Groupe Rassemblement national (123)

*Pour* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Pour* : 21

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)

*Pour* : 21

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Rodrigo Arenas, M. Christophe Bex, M. Idir Boumertit, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Éric Coquerel, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Murielle Lepvraud, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terreñoir et Mme Aurélie Trouvé.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Pour* : 13

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago, M. Hervé Saulignac et M. Thierry Sothér.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

**Groupe Écologiste et social (38)***Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

**Groupe Les Démocrates (36)***Pour* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

**Groupe Horizons & indépendants (34)***Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriët, Mme Lise Magnier, M. Jean Moullière et M. Christophe Plassard.

**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)***Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)***Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

**Groupe Union des droites pour la République (16)***Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

**Non inscrits (9)***Pour* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

**Scrutin public n° 4686**

sur l'article 22 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . .	115
Nombre de suffrages exprimés : . . . . .	115
Majorité absolue : . . . . .	58
Pour l'adoption : . . . . .	115
Contre : . . . . .	0

L'Assemblée nationale a adopté.

**Groupe Rassemblement national (123)***Pour* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

**Groupe Ensemble pour la République (91)***Pour* : 21

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

**Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)***Pour* : 20

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Rodrigo Arenas, M. Christophe Bex, M. Idir Boumertit, M. Bérenger Cernon, M. Éric Coquerel, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Murielle Lepvraud, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terrenoir et Mme Aurélie Trouvé.

**Groupe Socialistes et apparentés (69)***Pour* : 14

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago, M. Hervé Saulignac et M. Thierry Sother.

**Groupe Droite républicaine (49)***Pour* : 7

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers et M. Nicolas Tryzna.

**Groupe Écologiste et social (38)***Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

**Groupe Les Démocrates (36)***Pour* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

**Groupe Horizons & indépendants (34)***Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriët, Mme Lise Magnier, M. Jean Moullière et M. Christophe Plassard.

**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)***Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### Non inscrits (9)

*Pour* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

### Scrutin public n° 4687

sur l'article 24 bis de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : .....	116
Nombre de suffrages exprimés : .....	116
Majorité absolue : .....	59
<i>Pour</i> l'adoption : .....	97
<i>Contre</i> : .....	19

L'Assemblée nationale a adopté.

#### Groupe Rassemblement national (123)

*Pour* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Pour* : 21

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)

*Pour* : 1

M. Rodrigo Arenas.

*Contre* : 19

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, Mme Gabrielle Cathala, M. Béranger Cernon, M. Éric Coquerel, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher,

Mme Murielle Lepvraud, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terreiro et Mme Aurélie Trouvé.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Pour* : 14

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago, M. Hervé Saulignac et M. Thierry Sother.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Pour* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### Non inscrits (9)

*Pour* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

### Scrutin public n° 4688

sur l'article 25 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . . 116  
 Nombre de suffrages exprimés : . . . . . 116  
 Majorité absolue : . . . . . 59  
 Pour l'adoption : . . . . . 116  
 Contre : . . . . . 0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### **Groupe Rassemblement national (123)**

*Pour* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

#### **Groupe Ensemble pour la République (91)**

*Pour* : 21

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)**

*Pour* : 21

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Rodrigo Arenas, M. Christophe Bex, M. Idir Boumertit, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Éric Coquerel, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Murielle Lepvraud, Mme Éliane Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terrenoir et Mme Aurélie Trouvé.

#### **Groupe Socialistes et apparentés (69)**

*Pour* : 13

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago, M. Hervé Saulignac et M. Thierry Sother.

#### **Groupe Droite républicaine (49)**

*Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnavard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### **Groupe Écologiste et social (38)**

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### **Groupe Les Démocrates (36)**

*Pour* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### **Groupe Horizons & indépendants (34)**

*Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriet, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### **Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### **Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)**

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### **Groupe Union des droites pour la République (16)**

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### **Non inscrits (9)**

*Pour* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnacarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

### **Scrutin public n° 4689**

*sur l'article 26 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).*

Nombre de votants : . . . . . 117  
 Nombre de suffrages exprimés : . . . . . 117  
 Majorité absolue : . . . . . 59  
 Pour l'adoption : . . . . . 116  
 Contre : . . . . . 1

L'Assemblée nationale a adopté.

#### **Groupe Rassemblement national (123)**

*Pour* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

#### **Groupe Ensemble pour la République (91)**

*Pour* : 21

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)**

*Pour* : 21

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Rodrigo Arenas, M. Christophe Bex, M. Idir Boumertit, Mme Gabrielle Cathala, M. Béranger Cernon, M. Éric Coquerel, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Murielle Lepvraud, Mme Élisabeth Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terreñoir et Mme Aurélie Trouvé.

#### **Groupe Socialistes et apparentés (69)**

*Pour* : 14

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago, M. Hervé Saulignac et M. Thierry Sother.

#### **Groupe Droite républicaine (49)**

*Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### **Groupe Écologiste et social (38)**

*Pour* : 6

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

#### **Groupe Les Démocrates (36)**

*Pour* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### **Groupe Horizons & indépendants (34)**

*Pour* : 8

M. Thierry Benoit, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Jean Moullière et M. Christophe Plassard.

*Contre* : 1

M. Benoît Blanchard.

#### **Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### **Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)**

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### **Groupe Union des droites pour la République (16)**

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

#### **Non inscrits (9)**

*Pour* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnacarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

### **Scrutin public n° 4690**

sur l'article 27 de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : .....	117
Nombre de suffrages exprimés : .....	116
Majorité absolue : .....	59
Pour l'adoption : .....	116
Contre : .....	0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### **Groupe Rassemblement national (123)**

*Pour* : 19

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

#### **Groupe Ensemble pour la République (91)**

*Pour* : 21

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danielle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### **Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)**

*Pour* : 21

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Rodrigo Arenas, M. Christophe Bex, M. Idir Boumertit, Mme Gabrielle Cathala, M. Béranger Cernon, M. Éric Coquerel, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher,

Mme Murielle Lepvraud, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, Mme Anne Stambach-Terrenoir et Mme Aurélie Trouvé.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Pour* : 14

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago, M. Hervé Saulignac et M. Thierry Sother.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnavard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

#### Groupe Écologiste et social (38)

*Pour* : 5

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu et M. Sébastien Peytavie.

*Abstention* : 1

M. Emmanuel Duplessy.

#### Groupe Les Démocrates (36)

*Pour* : 5

M. Erwan Balanant, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, M. Jean-Paul Mattei et M. Jimmy Pahun.

*Non-votant(s)* : 1

M. Christophe Blanchet (président de séance).

#### Groupe Horizons & indépendants (34)

*Pour* : 9

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Jean Moulliere et M. Christophe Plassard.

#### Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)

*Pour* : 7

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélichy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand et M. Christophe Naegelen.

#### Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)

*Pour* : 1

M. Stéphane Peu.

#### Groupe Union des droites pour la République (16)

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginary.

#### Non inscrits (9)

*Pour* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnecarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.

sur l'ensemble de la proposition de loi portant création d'un statut de l'élu local (deuxième lecture).

Nombre de votants : . . . . . 131

Nombre de suffrages exprimés : . . . . . 109

Majorité absolue : . . . . . 55

Pour l'adoption : . . . . . 109

Contre : . . . . . 0

L'Assemblée nationale a adopté.

#### Groupe Rassemblement national (123)

*Pour* : 21

M. Christophe Bentz, M. Guillaume Bigot, M. Bruno Bilde, M. Emmanuel Blairy, M. Jérôme Buisson, M. Marc de Fleurian, M. Jonathan Gery, M. Julien Guibert, Mme Marine Hamelet, Mme Nadine Lechon, Mme Katiana Levavasseur, M. Philippe Lottiaux, M. David Magnier, Mme Claire Marais-Beuil, M. Patrice Martin, Mme Michèle Martinez, Mme Alexandra Masson, Mme Lisette Pollet, M. Julien Rancoule, M. Emeric Salmon et M. Jean-Philippe Tanguy.

#### Groupe Ensemble pour la République (91)

*Pour* : 22

M. Florent Boudié, M. Anthony Brosse, Mme Danièle Brulebois, M. Yannick Chenevard, Mme Nicole Dubré-Chirat, M. Jean-Luc Fugit, M. Sébastien Huyghe, Mme Catherine Ibled, Mme Brigitte Klinkert, M. Daniel Labaronne, M. Didier Le Gac, M. Christophe Marion, M. Christophe Mongardien, M. Karl Olive, Mme Agnès Pannier-Runacher, Mme Anne-Sophie Ronceret, M. Charles Sitzenstuhl, Mme Violette Spillebout, Mme Liliana Tanguy, Mme Corinne Vignon, M. Éric Woerth et Mme Caroline Yadan.

*Non-votant(s)* : 1

Mme Yaël Braun-Pivet (présidente de l'Assemblée nationale).

#### Groupe La France insoumise-Nouveau Front populaire (71)

*Pour* : 1

M. Rodrigo Arenas.

*Abstention* : 21

Mme Nadège Abomangoli, Mme Farida Amrani, M. Christophe Bex, M. Idir Boumertit, Mme Gabrielle Cathala, M. Bérenger Cernon, M. Éric Coquerel, M. Jean-François Coulomme, Mme Karen Erodi, Mme Sylvie Ferrer, M. David Guiraud, Mme Zahia Hamdane, Mme Mathilde Hignet, Mme Élise Leboucher, Mme Murielle Lepvraud, Mme Élixa Martin, Mme Nathalie Oziol, Mme Mathilde Panot, M. Aurélien Saintoul, Mme Anne Stambach-Terrenoir et Mme Aurélie Trouvé.

#### Groupe Socialistes et apparentés (69)

*Pour* : 16

Mme Marie-José Allemand, M. Christian Baptiste, Mme Marie-Noëlle Battistel, M. Stéphane Delautrette, Mme Dieynaba Diop, M. Romain Eskenazi, M. Jérôme Guedj, Mme Chantal Jourdan, Mme Sophie Pantel, M. Marc Pena, M. Dominique Potier, M. Pierre Pribetich, Mme Valérie Rossi, Mme Isabelle Santiago, M. Hervé Saulignac et M. Thierry Sother.

#### Groupe Droite républicaine (49)

*Pour* : 8

Mme Valérie Bazin-Malgras, Mme Sylvie Bonnet, Mme Émilie Bonnivard, M. Lionel Duparay, M. Philippe Gosselin, M. Guillaume Lepers, M. Jean-Pierre Taite et M. Nicolas Tryzna.

**Groupe Écologiste et social (38)**

*Pour* : 7

M. Pouria Amirshahi, Mme Christine Arrighi, M. Emmanuel Duplessy, M. Steevy Gustave, Mme Catherine Hervieu, Mme Julie Ozenne et M. Sébastien Peytavie.

**Groupe Les Démocrates (36)**

*Pour* : 6

M. Erwan Balanant, M. Christophe Blanchet, Mme Sandrine Josso, M. Éric Martineau, Mme Louise Morel et M. Jimmy Pahun.

*Abstention* : 1

M. Jean-Paul Mattei.

**Groupe Horizons & indépendants (34)**

*Pour* : 11

M. Thierry Benoit, M. Benoît Blanchard, M. Jean-Michel Brard, Mme Nathalie Colin-Oesterlé, Mme Agnès Firmin Le Bodo, M. Pierre Henriot, Mme Lise Magnier, M. Laurent Marcangeli, M. Jean Moulliere, M. Christophe Plassard et M. Jean-François Portarrieu.

**Groupe Libertés, indépendants, outre-mer et territoires (22)**

*Pour* : 8

M. Jean-Pierre Bataille, M. Joël Bruneau, M. Charles de Courson, Mme Constance de Pélicy, M. David Habib, M. Stéphane Lenormand, M. Christophe Naegelen et M. Stéphane Viry.

**Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (17)**

*Pour* : 3

M. Jean-Victor Castor, M. Stéphane Peu et M. Emmanuel Tjibaou.

**Groupe Union des droites pour la République (16)**

*Pour* : 2

M. Olivier Fayssat et Mme Sophie Ricourt Vaginay.

**Non inscrits (9)**

*Pour* : 4

Mme Véronique Besse, M. Philippe Bonnacarrère, M. Daniel Grenon et M. Lionel Vuibert.